

La politique étrangère par les Canadiens 2026

Un sondage national délibératif sur le rôle du Canada dans le monde

Canada Global • Laboratoire de démocratie délibérative de Stanford • Septembre 2026

CANADA GLOBAL

Stanford | Deliberative Democracy Lab
Center on Democracy, Development and the Rule of Law

Ce que pensent les Canadiens quand ils réfléchissent ensemble

La politique étrangère par les Canadiens 2026
Un sondage national délibératif sur le rôle du Canada dans le monde
Canada mondial · Laboratoire de démocratie délibérative de Stanford · Septembre 2026
Septembre 2026 – v1

Images de couverture © DD Images / Adobe Stock

CANADA GLOBAL

Stanford Deliberative Democracy Lab
Center on Democracy, Development and the Rule of Law

Table des matières

INTRODUCTION **3**

RÉFLEXIONS SUR LES POLITIQUES **6**

SÉLECTION DES RÉSULTATS CLÉS **10**

DÉLIBÉRATIONS **18**

Résultats 19
Démocratie canadienne 19
Prospérité 21
Sécurité 25
Coopération mondiale 30
Aide au développement 33
Comparaisons 35
Comparaison des groupes participants et témoins 35
Comparaison des acquis de connaissances 37
Comparaison des résultats de 2021 et 2026 37
Évaluation 39
Conclusion 40

ANNEXE **42**

Remerciements 42
Conception des procédés 44
Résultats détaillés 48

Introduction

Le Canada fait face à un monde plus instable et dangereux qu'à tout autre moment depuis la Seconde Guerre mondiale. Le gouvernement canadien se voit contraint de reconsidérer des certitudes bien ancrées ainsi que des relations de longue date, et doit agir rapidement en conséquence.

Cependant, le gouvernement ne devrait pas — et n'a pas besoin de — progresser sans avoir une compréhension globale du point de vue des Canadiens sur ces enjeux internationaux cruciaux. Ce rapport, qui détaille les opinions réfléchies d'un échantillon représentatif de la population, survient à un moment déterminant de l'histoire du pays.

Les résultats de ce sondage délibératif offrent un éclairage unique sur la manière dont les Canadiens conçoivent leur relation avec le monde et sur les conseils qu'ils adressent aux décideurs pour l'avenir.

QU'EST-CE QUE LE SONDAGE DÉLIBÉRATIF?

Le sondage délibératif est une méthode d'enquête approfondie qui rassemble un échantillon représentatif de la population afin de s'informer, puis de réfléchir à des enjeux majeurs. En sondant les participants avant et après leurs délibérations, le processus reflète ce que l'ensemble de la population penserait si elle avait l'occasion de s'informer davantage et disposait du temps nécessaire pour s'investir sérieusement sur ces questions. Les détails sur la méthodologie figurent en annexe.

Cette approche a fait ses preuves à l'échelle mondiale. Le Laboratoire de démocratie délibérative de l'Université Stanford, référence mondiale en la matière, a mené des sondages délibératifs plus de 150 fois dans plus de 50 pays et juridictions.

POURQUOI UN SONDAGE DÉLIBÉRATIF SUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AU CANADA?

En 2021, le premier sondage délibératif *La politique étrangère par Canadiens* a été lancé par le Conseil international canadien (CIC), le Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants (CanWaCH) et Canada Global en partenariat avec le Laboratoire de démocratie délibérative de Stanford. Cette initiative a démontré que les Canadiens s'intéressaient vivement à la politique étrangère et étaient prêts à s'investir pleinement sur certains des enjeux les plus pressants auxquels le Canada est confronté.

Cinq ans plus tard, le moment était venu d'évaluer ce qui a changé — ou ce qui est resté constant — dans la perspective des Canadiens.

Qu'est-ce que le Canada Global?

Canada Global est une organisation non gouvernementale engagée à accroître l'impact positif du Canada à l'échelle mondiale. Elle accomplit ce travail en organisant une communauté de Canadiens du monde entier; en élaborant des compréhensions à jour, des récits et des stratégies pour l'engagement mondial du Canada; et en travaillant avec d'autres parties prenantes pour faire avancer les enjeux où le Canada peut avoir un impact mondial.

QUI ÉTAIT IMPLIQUÉ?

En 2026, Canada Global a invité Stanford à s'associer à cette nouvelle édition, en tirant parti de son rôle en 2021, de son expérience et de son accès à des données internationales comparatives. Le panneau d'opinion de la firme canadienne Leger, sélectionnée à la suite d'un appel d'offres concurrentiel, a été mis à contribution pour recruter les répondants aux sondages pré- et post-délibération.

La rigueur et la pertinence de la démarche ont été renforcées par notre Groupe des champions, composé d'anciens ministres, de sous-ministres et de sénateurs en fonction, coprésidé par Anne McLellan et Lisa Raitt. Ce groupe a veillé à ce que les questions et les documents d'information soient équilibrés, non partisans et adaptés aux réalités politiques.

Nous avons également bénéficié du soutien précieux du Groupe consultatif, qui comprend notre partenaire consultatif, le Conseil international canadien, ainsi qu'un groupe exceptionnel d'experts universitaires canadiens (voir la liste complète des remerciements en annexe).

Groupe des champions

- **L'honorable Anne McLellan,** C.P., O.C., A.O.E., ancienne ministre du Cabinet ; coprésidente
- **L'honorable Lisa Raitt,** C.P., ancienne ministre du Cabinet ; coprésidente
- **Margaret Biggs,** ancienne sous-ministre ; boursière Matthews en politiques publiques mondiales, Université Queen's
- **L'honorable Farah Mohamed,** sénatrice et dirigeante de la société civile
- **L'honorable Marie-Lucie Morin,** C.P., C.M., ancienne sous-ministre
- **L'honorable Monte Solberg,** C.P., ancien ministre du Cabinet ; chef de la direction de New West Public Affairs
- **L'honorable Suze Youance,** sénatrice, Eng., M.Eng., Ph.D., ICD.D

QUEL A ÉTÉ LE PROCESSUS?

À partir de mai, nous avons interrogé 7 491 résidents canadiens sur des questions clés de politique étrangère. Un échantillon statistiquement représentatif de 408 répondants a ensuite participé à l'une des deux sessions de délibération de cinq heures tenues en mai et juin, afin d'approfondir ces enjeux. Appuyés par des documents de référence et ayant la possibilité de poser des questions à des experts, les participants ont délibéré en petits groupes, soupesant les mêmes avantages et inconvénients auxquels font face les décideurs. À l'issue des échanges, les participants ont été sondés une seconde fois.

Ce rapport détaille les réflexions des Canadiens de manière passionnante. Comme en 2021, ils ont fait preuve d'une grande capacité à analyser des enjeux complexes et à accepter des compromis lorsque la situation l'exige.

C'est un témoignage inspirant.

PAR ROBERT GREENHILL, CANADA GLOBAL

Réflexions sur les politiques

La mise à jour de 2026 de l'étude *La politique étrangère par les Canadiens* constitue une ressource précieuse pour les experts, les analystes et les universitaires. Elle revêt également une importance directe pour les décideurs publics.

POURQUOI CES RÉSULTATS IMPORTE-T-ILS AUX DÉCIDEURS ?

Contrairement aux sondages d'opinion classiques, la méthodologie du sondage délibératif permet de distinguer les réactions spontanées des opinions réfléchies. Elle traduit ce que les Canadiens pensent réellement après avoir pris le temps de s'informer sur les enjeux et de débattre des compromis politiques.

De plus, en nous permettant de suivre l'évolution des discussions ayant mené à des changements d'opinion, cette méthode offre l'occasion de comprendre pourquoi les Canadiens adoptent telle ou telle position — une information essentielle à l'élaboration des politiques publiques.

Un autre atout majeur réside dans l'analyse comparative : cette étude s'appuie sur une démarche similaire menée en 2021, alors que le Canada sortait de la pandémie de COVID-19. Sur de nombreux sujets, il est ainsi possible d'observer si les opinions sont restées stables ou ont évolué au cours des cinq dernières années — et d'en analyser les motifs.

QUELLES SONT LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS À RETENIR POUR LES DÉCIDEURS ?

Il ressort de l'étude de 2026 le portrait d'un public canadien engagé, attaché à ses principes, mais éminemment pragmatique. Les citoyens reconnaissent que le monde a changé et que nos orientations doivent évoluer en conséquence, tout en estimant que ces transformations ne doivent pas se faire au détriment de nos valeurs fondamentales.

Voici quelques constats clés (de plus amples détails figurent dans la section Délibérations) :

Commerce international : Une majorité (63 %) préconise de réduire notre dépendance envers les États-Unis au profit d'une intensification des échanges avec d'autres partenaires. Dans la même logique, 51 % s'opposent à l'octroi de concessions majeures pour maintenir l'accès au marché américain, tandis que 35 % estiment que cela pourrait s'avérer nécessaire.

Sans surprise, le renforcement des liens commerciaux avec l'Europe et le Royaume-Uni recueille une adhésion écrasante (89 %), tout comme

l'approfondissement des relations avec le Mexique (85 %). L'accroissement du commerce avec la Chine et l'Inde est également appuyé, bien que dans une moindre mesure (66 % et 64 % respectivement).

Cependant, cette volonté de diversification ne se fait pas au détriment de nos exigences morales : 84 % des Canadiens insistent sur la promotion de la démocratie et des droits de la personne dans les accords commerciaux. De plus, ils s'attendent à ce que les entreprises canadiennes respectent à l'étranger les mêmes normes environnementales (82 %) et de droits de la personne (86 %) qu'au pays — des exigences encore plus élevées qu'il y a cinq ans (77 % et 85 %).

Sécurité internationale : Une nette majorité (67 %) appuie l'augmentation des dépenses de sécurité pour atteindre 3,5 % du PIB. Par ailleurs, 71 % soutiennent l'affectation d'une enveloppe additionnelle de 1,5 % du PIB aux infrastructures de sécurité, et 68 % estiment que la préparation aux pandémies ainsi que les investissements climatiques devraient y être inclus.

Toutefois, certaines propositions ont suscité des réserves. Par exemple, l'appui à la création d'un service de renseignement humain a nettement fléchi après les délibérations (passant de 65 % à 54 %). Les décideurs devront donc justifier rigoureusement une telle initiative s'ils souhaitent la concrétiser.

Développement international : Les Canadiens demeurent attachés au rôle du Canada en tant que partenaire constructif auprès des pays en développement. Ainsi, 77 % réaffirment que l'aide internationale doit être maintenue en parallèle des hausses budgétaires en défense — un appui supérieur à celui accordé aux seuls 3,5 % du PIB pour la défense (67 %).

Un très fort soutien (82 %) se dégage en faveur du leadership du Canada en santé mondiale, ciblé sur la santé des femmes et des enfants. En revanche, si l'idée d'orienter l'aide internationale vers le soutien aux entreprises canadiennes à l'étranger recueillait un fort appui initial (76 %), cet enthousiasme est tombé à 62 % après délibération.

Alliances internationales : L'approche des Canadiens envers les organisations internationales reflète le même équilibre entre principes et pragmatisme. Une grande majorité (84 %) préconise la formation de coalitions ciblées avec des États partageant les mêmes valeurs. Dans le même temps, 74 % estiment que le Canada doit maintenir son engagement au sein d'instances comme l'ONU et l'OMS. Enfin, 87 % des répondants insistent pour que les droits de la personne et le droit international demeurent au cœur de notre relations internationales.

Immigration : Les avis sont plus partagés quant au maintien des seuils d'immigration actuels (41 % y sont favorables, 45 % s'y opposent). Si l'augmentation de l'immigration qualifiée (88 %) et des travailleurs agricoles temporaires (56 %) fait l'objet d'un soutien majoritaire, une préférence se dégage pour la réduction du nombre de travailleurs temporaires dans le secteur des services (47 % pour une baisse contre 36 % pour une hausse) ainsi que de la population réfugiée (49 % contre 29 %).

Pétrole et gaz contre le climat : Une solide majorité (72 %) soutient l'augmentation des exportations canadiennes de pétrole et de gaz — un résultat qui compte 58 % d'adhésion chez les répondants se situant à gauche de l'échiquier politique. Les arguments évoqués reposent sur la création de nouveaux marchés et sur l'importance d'approvisionner nos alliés européens et asiatiques. Simultanément, 76 % des participants affirment que le Canada doit continuer de prioriser la lutte contre les changements climatiques dans ses relations internationales.

Dialogue civique : Un constat marquant ressort des échanges : les Canadiens expriment des différences, mais ne sont pas polarisés. Sur de nombreux sujets, une forte majorité s'est prononcée en faveur d'une solution donnée, et même sur des sujets divisés, les discussions sont restées empreintes de respect. Ainsi, 77 % des participants se sont dit prêts à faire des compromis pour parvenir à des consensus (en hausse par rapport aux 74 % initiaux).

La conclusion la plus significative demeure sans doute la confiance renouvelée des Canadiens envers leur système démocratique, renforcée par l'exercice délibératif lui-même. La proportion de répondants estimant que la démocratie canadienne fonctionne bien est passée de 64 % à 78 % — un niveau nettement supérieur aux 45 % enregistrés lors d'une étude similaire menée aux États-Unis en 2023.

64 %
→ 78 %

a dit que la démocratie canadienne fonctionne bien, avant et après les délibérations

Néanmoins, la cohésion sociale reste un enjeu vigilant. On observe une baisse de la tolérance envers les opinions divergentes par rapport à 2021 : une proportion plus élevée de participants en 2026 estimait que leurs contradicteurs manquaient d'information (60 % contre 43 % en 2021), ne raisonnaient pas clairement (47 % contre 38 %) ou adhéraient à des faits erronés (73 % contre 55 %).

LES CANADIENS SONT ENGAGÉS ET MÉRITE D'ÊTRE ENTENDUS

L'enseignement majeur de cette démarche réside dans la capacité manifeste des citoyens à aborder des choix complexes d'envergure internationale. Il en ressort que :

- Les citoyens sont ouverts à des réorientations stratégiques majeures quant à la posture internationale du Canada.

- Les Canadiens sont prêts à dialoguer et à accepter des compromis pragmatiques, pourvu que les principes fondamentaux soient préservés.
- Les citoyens ont la conviction que leur opinion compte et désirent prendre part aux orientations de la politique étrangère.

Cet exercice démontre avec force que les Canadiens possèdent une vision réfléchie — et que leur voix doit compter dans la définition des grands choix stratégiques du pays.

Sélection des résultats clés

Voici une sélection des résultats clés. Un ensemble plus complet de tableaux figure en annexe, et l'ensemble des données (y compris la démographie des participants) est accessible dans les bases de données interactives du site Web de Canada Global à global-canada.org.

Prospérité

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait continuer à prioriser sa relation commerciale avec les États-Unis, même si cela signifie accepter des concessions importantes.			
Soutenir	29,8 %	34,8 %	5,0 %
Au centre	8,9 %	13,2 %	4,4 %
S'opposer	57,4 %	50,6 %	-6,7 %
NSP/NPR	3,9 %	1,3 %	-2,6 %
Note moyenne (0-10)	4,1	4,5	+0,4 (P=0,00 statistiquement significatif)

Le Canada devrait réduire ses relations commerciales avec les États-Unis et commercer davantage avec la Chine et l'Inde à la place.			
Soutenir	65,7 %	62,5 %	-3,2 %
Au centre	13,5 %	12,0 %	-1,6 %
S'opposer	15,1 %	24,0 %	8,9 %
NSP/NPR	5,7 %	1,5 %	-4,1 %
Note moyenne (0-10)	6,5	6,1	-0,4 (P=0,00 statistiquement significatif)

Dans quelle mesure aimeriez-vous que le Canada diminue ou accroît son commerce et ses investissements avec les pays suivants? — Chine			
Diminution	16,2 %	17,7 %	1,5 %
Ni l'un ni l'autre	20,5 %	15,2 %	-5,2 %
Augmentation	55,8 %	65,5 %	9,7 %
NSP/NPR	7,5 %	1,5 %	-6,0 %
Note moyenne (0-10)	6,0	6,0	0,0 (P=0,69 non statistiquement significatif)

Dans quelle mesure aimeriez-vous que le Canada diminue ou accroît son commerce et ses investissements avec les pays suivants? — Inde			
Diminution	19,2 %	16,6 %	-2,5 %
Ni l'un ni l'autre	17,7 %	15,8 %	-1,9 %
Augmentation	53,6 %	63,7 %	10,1 %
NSP/NPR	9,6 %	3,9 %	-5,7 %
Note moyenne (0-10)	6,0	6,1	+0,1 (P=0,48 non statistiquement significatif)

	Avant	Après	Changement
Dans quelle mesure aimeriez-vous que le Canada réduise ou accroît son commerce et ses investissements avec les pays suivants? — États-Unis			
Diminution	49,3 %	42,8 %	-6,4 %
Ni l'un ni l'autre	16,4 %	24,1 %	7,6 %
Augmentation	29,8 %	31,6 %	1,8 %
NSP/NPR	4,5 %	1,5 %	-3,0 %
Note moyenne (0-10)	4,4	4,8	+0,4 (P=0,00 statistiquement significatif)
Dans quelle mesure aimeriez-vous que le Canada diminue ou accroît ses échanges commerciaux et investissements avec les pays suivants? — Mexique			
Diminution	5,2 %	3,7 %	-1,5 %
Ni l'un ni l'autre	12,3 %	8,1 %	-4,2 %
Augmentation	75,8 %	85,4 %	9,6 %
NSP/NPR	6,7 %	2,8 %	-3,9 %
Note moyenne (0-10)	7,4	7,7	+0,2 (une fois arrondi) (P = 0,03 statistiquement significatif)
Dans quelle mesure aimeriez-vous que le Canada diminue ou accroît son commerce et ses investissements avec les pays suivants? — L'Europe, y compris le Royaume-Uni			
Diminution	3,9 %	1,7 %	-2,2 %
Ni l'un ni l'autre	8,6 %	7,4 %	-1,2 %
Augmentation	81,7 %	89,0 %	7,3 %
NSP/NPR	5,8 %	1,8 %	-3,9 %
Note moyenne (0-10)	7,9	8,2	+0,3 (P=0,00 statistiquement significatif)
Le gouvernement canadien devrait payer plus cher à acheter canadien.			
Soutenir	71,1 %	75,9 %	4,9 %
Au centre	12,1 %	11,6 %	-0,6 %
S'opposer	11,1 %	10,6 %	-0,5 %
NSP/NPR	5,7 %	1,9 %	-3,8 %
Note moyenne (0-10)	6,9	6,9	0,0 (P=0,85 non statistiquement significatif)
Le Canada devrait exporter plus de pétrole et de gaz.			
Soutenir	64,0 %	71,7 %	7,7 %
Au centre	10,3 %	7,9 %	-2,4 %
S'opposer	15,8 %	18,6 %	2,8 %
NSP/NPR	9,8 %	1,8 %	-8,0 %
Note moyenne (0-10)	6,9	6,9	0,0 (P=0,90 non statistiquement significatif)
Le Canada ne devrait pas réduire ses niveaux actuels d'immigration.			
Soutenir	39,2 %	41,0 %	1,9 %
Au centre	10,8 %	11,1 %	0,3 %
S'opposer	43,7 %	45,4 %	1,7 %
NSP/NPR	6,3 %	2,4 %	-3,9 %
Note moyenne (0-10)	4,7	4,8	+0,1 (P=0,56 non statistiquement significatif)

	Avant	Après	Changement
Dans quelle mesure devrions-nous diminuer ou augmenter la catégorie suivante? — travailleurs hautement qualifiés			
Diminution	6,7 %	5,2 %	-1,6 %
Ni l'un ni l'autre	7,4 %	5,7 %	-1,7 %
Augmentation	80,4 %	87,7 %	7,3 %
NSP/NPR	5,5 %	1,4 %	-4,1 %
Note moyenne (0-10)	7,6	7,7	+0,1 (P=0,44 non statistiquement significatif)

Dans quelle mesure devrions-nous diminuer ou augmenter la catégorie suivante? — Agriculture temporaire			
Diminution	15,4 %	16,4 %	1,0 %
Ni l'un ni l'autre	15,5 %	19,1 %	3,6 %
Augmentation	55,0 %	56,3 %	1,3 %
NSP/NPR	14,2 %	8,2 %	-6,0 %
Note moyenne (0-10)	6,3	6,1	-0,2 (P=0,14 non statistiquement significatif)

Dans quelle mesure devrions-nous diminuer ou augmenter la catégorie suivante? — travailleurs temporaires de l'industrie des services			
Diminution	34,9 %	46,9 %	12,0 %
Ni l'un ni l'autre	12,8 %	14,6 %	1,8 %
Augmentation	43,6 %	35,5 %	-8,1 %
NSP/NPR	8,7 %	3,1 %	-5,6 %
Note moyenne (0-10)	4,9	4,4	-0,5 (P=0,00 statistiquement significatif)

Dans quelle mesure devrions-nous diminuer ou augmenter la catégorie suivante? — Réunification familiale			
Diminution	20,9 %	24,6 %	3,7 %
Ni l'un ni l'autre	17,2 %	17,8 %	0,6 %
Augmentation	52,6 %	49,7 %	-2,9 %
NSP/NPR	9,3 %	7,9 %	-1,4 %
Note moyenne (0-10)	5,9	5,7	-0,2 (P=0,15 non statistiquement significatif)

Dans quelle mesure devrions-nous diminuer ou augmenter la catégorie suivante? — réfugiés			
Diminution	48,5 %	48,8 %	0,3 %
Ni l'un ni l'autre	16,8 %	18,1 %	1,3 %
Augmentation	29,5 %	28,8 %	-0,7 %
NSP/NPR	5,2 %	4,3 %	-0,9 %
Note moyenne (0-10)	4,1	4,2	+0,1 (P=0,37 non statistiquement significatif)

Sécurité

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait consacrer 3,5 % du PIB à l'armée pour respecter ses engagements envers l'OTAN.			
Soutenir	60,3 %	66,5 %	6,1 %
Au centre	10,6 %	10,6 %	0,0 %
S'opposer	18,3 %	19,3 %	1,0 %
NSP/NPR	10,8 %	3,6 %	-7,2 %
Note moyenne (0-10)	6,5	6,8	+0,3 (P=0,01 statistiquement significatif)

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait consacrer 1,5 % supplémentaire des dépenses de défense à la sécurité et à la résilience afin de remplir pleinement ses engagements envers l'OTAN.			
Soutenir	64,6 %	70,5 %	5,9 %
Au centre	10,0 %	9,7 %	-0,2 %
S'opposer	15,3 %	18,2 %	2,9 %
NSP/NPR	10,2 %	1,6 %	-8,5 %
Note moyenne (0-10)	6,7	6,7	0,0 (P=0,71 non statistiquement significatif)
Le Canada devrait inclure la préparation aux pandémies et les dépenses climatiques dans les 1,5 % des dépenses de défense pour la sécurité et la résilience.			
Soutenir	68,5 %	68,1 %	-0,4 %
Au centre	7,3 %	10,7 %	3,4 %
S'opposer	15,5 %	18,6 %	3,1 %
NSP/NPR	8,8 %	2,7 %	-6,1 %
Note moyenne (0-10)	6,8	6,6	-0,2 (P=0,19 non statistiquement significatif)
Le Canada devrait payer une prime pour avoir des capacités militaires souveraines, au lieu d'acheter aux États-Unis.			
Soutenir	69,8 %	66,9 %	-2,9 %
Au centre	10,7 %	13,2 %	2,4 %
S'opposer	11,1 %	14,7 %	3,6 %
NSP/NPR	8,3 %	5,2 %	-3,1 %
Note moyenne (0-10)	7,0	6,6	-0,4 (P=0,01 statistiquement significatif)
Le Canada devrait investir massivement dans des centres de données afin de réduire sa dépendance vis-à-vis des fournisseurs étrangers.			
Soutenir	72,7 %	78,3 %	5,5 %
Au centre	10,1 %	9,5 %	-0,6 %
S'opposer	8,0 %	9,1 %	1,1 %
NSP/NPR	9,1 %	3,1 %	-6,0 %
Note moyenne (0-10)	7,1	7,2	+0,1 (P=0,38 non statistiquement significatif)
Le Canada devrait accroître ses capacités militaires dans l'Arctique face aux menaces de rivaux stratégiques.			
Soutenir	77,4 %	77,7 %	0,3 %
Au centre	9,6 %	6,0 %	-3,6 %
S'opposer	6,7 %	13,2 %	6,5 %
NSP/NPR	6,3 %	3,1 %	-3,1 %
Note moyenne (0-10)	7,5	7,1	-0,4 (P=0,00 statistiquement significatif)
Le gouvernement devrait exiger que les entreprises et les citoyens soient prêts face aux attaques cybernétiques et terroristes ainsi qu'aux catastrophes affectant les services essentiels.			
Soutenir	79,7 %	83,8 %	4,1 %
Au centre	10,1 %	8,9 %	-1,2 %
S'opposer	3,5 %	5,7 %	2,2 %
NSP/NPR	6,7 %	1,6 %	-5,1 %
Note moyenne (0-10)	7,6	7,5	-0,1 (P=0,26 non statistiquement significatif)

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait investir massivement pour bâtir une infrastructure d'IA afin d'être un leader mondial en IA.			
Soutenir	52,1 %	59,8 %	7,7 %
Au centre	14,3 %	12,5 %	-1,8 %
S'opposer	28,8 %	24,5 %	-4,2 %
NSP/NPR	4,8 %	3,1 %	-1,7 %
Note moyenne (0-10)	5,6	5,8	+0,3 (une fois arrondi) (P = 0,02 statistiquement significatif)

Coopération mondiale

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait jouer un rôle de premier plan dans le renforcement des institutions internationales comme les Nations Unies et l'Organisation mondiale de la santé.			
Soutenir	69,9 %	74,4 %	4,5 %
Au centre	11,3 %	8,1 %	-3,1 %
S'opposer	12,0 %	15,4 %	3,4 %
NSP/NPR	6,8 %	2,1 %	-4,7 %
Note moyenne (0-10)	6,9	6,9	0,0 (P=0,96 non statistiquement significatif)
Le Canada devrait se concentrer sur les coalitions d'États partageant les mêmes idées pour des défis spécifiques.			
Soutenir	78,1 %	84,3 %	6,2 %
Au centre	8,4 %	9,0 %	0,7 %
S'opposer	5,8 %	2,9 %	-2,9 %
NSP/NPR	7,8 %	3,8 %	-4,0 %
Note moyenne (0-10)	7,6	7,7	+0,1 (P=0,42 non statistiquement significatif)
Le Canada devrait adopter une politique donnanat la priorité aux accords commerciaux avec des pays démocratiques qui respectent les droits de la personne et la dignité humaine.			
Soutenir	82,9 %	84,0 %	1,1 %
Au centre	9,4 %	5,6 %	-3,8 %
S'opposer	2,5 %	7,7 %	5,2 %
NSP/NPR	5,1 %	2,6 %	-2,5 %
Note moyenne (0-10)	7,9	7,6	-0,3 (P=0,00 statistiquement significatif)
Le Canada devrait continuer à faire valoir les droits de la personne et le droit international dans le cadre de sa coopération internationale.			
Soutenir	80,1 %	86,5 %	6,5 %
Au centre	8,1 %	6,6 %	-1,6 %
S'opposer	7,0 %	5,2 %	-1,8 %
NSP/NPR	4,7 %	1,7 %	-3,0 %
Note moyenne (0-10)	7,7	7,9	+0,2 (P=0,10 non statistiquement significatif)
Le Canada devrait continuer à prioriser les changements climatiques dans ses interactions avec les autres pays.			
Soutenir	70,3 %	75,7 %	5,4 %
Au centre	7,0 %	5,1 %	-1,9 %
S'opposer	17,1 %	18,0 %	0,9 %
NSP/NPR	5,6 %	1,2 %	-4,4 %
Note moyenne (0-10)	6,8	6,9	+0,1 (P=0,15 non statistiquement significatif)

	Avant	Après	Changement
Les entreprises canadiennes opérant à l'étranger devraient respecter les mêmes normes en matière de droits de la personne qu'au Canada.			
Soutenir	83,3 %	86,3 %	3,0 %
Au centre	6,1 %	4,9 %	-1,2 %
S'opposer	5,0 %	7,2 %	2,2 %
NSP/NPR	5,6 %	1,7 %	-3,9 %
Note moyenne (0-10)	8,2	7,9	-0,3 (P=0,01 statistiquement significatif)

Les entreprises canadiennes opérant à l'étranger devraient respecter les mêmes normes environnementales qu'au Canada.			
Soutenir	78,4 %	82,3 %	3,9 %
Au centre	7,8 %	9,4 %	1,6 %
S'opposer	8,0 %	7,4 %	-0,6 %
NSP/NPR	5,8 %	0,9 %	-4,9 %
Note moyenne (0-10)	7,6	7,7	+0,1 (P=0,26 non statistiquement significatif)

Le Canada devrait mettre en place un service de renseignement humain à l'étranger.			
Soutenir	65,0 %	54,3 %	-10,7 %
Au centre	10,7 %	16,3 %	5,6 %
S'opposer	7,7 %	23,1 %	15,3 %
NSP/NPR	16,5 %	6,3 %	-10,2 %
Note moyenne (0-10)	6,9	6,2	-0,8 (une fois arrondi) (P=0,00 statistiquement significatif)

Aide au développement

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait maintenir son aide au développement prallellèment à l'augmentation de ses dépenses en matière de défense et de sécurité.			
Soutenir	71,1 %	76,7 %	5,7 %
Au centre	10,4 %	8,0 %	-2,4 %
S'opposer	8,8 %	11,7 %	2,8 %
NSP/NPR	9,7 %	3,6 %	-6,1 %
é	7,1	7,1	+0,1 (une fois arrondi) (P=0,51 non statistiquement significatif)

Le Canada ne devrait pas réduire les dépenses en matière de santé mondiale.			
Soutenir	65,1 %	69,8 %	4,7 %
Au centre	11,9 %	8,4 %	-3,5 %
S'opposer	17,8 %	17,7 %	-0,1 %
NSP/NPR	5,2 %	4,1 %	-1,1 %
Note moyenne (0-10)	6,7	6,9	+0,2 (P=0,07 non statistiquement significatif)

Le Canada devrait continuer à se concentrer des moyens sur l'aide aux femmes et aux filles dans les pays à faible revenu.			
Soutenir	62,9 %	68,6 %	5,7 %
Au centre	11,7 %	10,7 %	-1,0 %
S'opposer	20,7 %	18,9 %	-1,8 %
NSP/NPR	4,7 %	1,8 %	-2,9 %
Note moyenne (0-10)	6,3	6,8	+0,5 (P=0,00 statistiquement significatif)

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait jouer un rôle de premier plan en matière de santé mondiale en s'appuyant sur son experience et ses acquis dans le domaine de la santé des femmes et des enfants.			
Soutenir	76,3 %	81,5 %	5,2 %
Au centre	6,6 %	6,9 %	0,4 %
S'opposer	10,0 %	10,6 %	0,5 %
NSP/NPR	7,1 %	1,0 %	-6,1 %
Note moyenne (0-10)	7,3	7,3	0,0 (P=0,85 non statistiquement significatif)

La politique canadienne de développement international devrait prioriser l'aide aux entreprises canadiennes pour leur permettre de se développer à l'étranger			
Soutenir	76,3 %	62,3 %	-14,0 %
Au centre	7,4 %	14,9 %	7,5 %
S'opposer	9,0 %	20,4 %	11,3 %
NSP/NPR	7,3 %	2,4 %	-4,9 %
Note moyenne (0-10)	7,2	6,3	-0,9 (P=0,00 statistiquement significatif)

Perceptions de la démocratie et des autres

	Avant	Après	Changement
À quel point diriez-vous que le système démocratique au Canada fonctionne-t-il aujourd'hui?			
Tres bien	63,6 %	78,0 %	14,4 %
Au centre	12,9 %	7,6 %	-5,4 %
Mal	19,7 %	13,8 %	-5,9 %
NSP/NPR	3,8 %	0,7 %	-3,1 %
Note moyenne (0-10)	6,2	6,7	+0,5 (P=0,00 statistiquement significatif)

Penser aux gens qui ne sont pas de tout d'accord avec vous sur des enjeux comme ceux qu'on aborde: ils ne savent tout simplement pas assez.			
Je suis d'accord	66,0 %	60,3 %	-5,6 %
Au centre	13,4 %	21,0 %	7,6 %
Je ne suis pas d'accord	7,9 %	13,5 %	5,7 %
NSP/NPR	12,8 %	5,1 %	-7,6 %
Le score moyen est passé de 6,8 à 6,5, soit un changement de -0,3. P=0,011 est statistiquement significatif.			

Penser aux gens qui ne sont pas de tout d'accord avec vous sur des enjeux comme ceux qu'on aborde : ils croient à des choses qui ne sont pas vraies.			
Je suis d'accord	68,8 %	72,6 %	3,8 %
Au centre	14,2 %	12,8 %	-1,4 %
Je ne suis pas d'accord	6,4 %	9,8 %	3,4 %
NSP/NPR	10,6 %	4,9 %	-5,8 %
Note moyenne (0-10)	7,2	7,1	-0,1 (P=0,43 non statistiquement significatif)

Penser aux gens qui ne sont pas de tout d'accord avec vous sur des enjeux comme ceux qu'on aborde: je respecte leur point de vue même s'il est différent du mien.			
Je suis d'accord	68,7 %	77,7 %	9,1 %
Au centre	13,3 %	11,3 %	-2,0 %
Je ne suis pas d'accord	12,0 %	8,6 %	-3,4 %
NSP/NPR	6,0 %	2,4 %	-3,6 %
Note moyenne (0-10)	6,8	7,2	+0,4 (P=0,00 statistiquement significatif)

	Avant	Après	Changement
Penser aux gens qui ne sont pas de tout d'accord avec vous sur des enjeux comme ceux qu'on aborde : je serais prêt à faire des compromis pour trouver une solution que nous puissions tous les deux soutenir.			
Je suis d'accord	74,0 %	77,2 %	3,1 %
Au centre	13,4 %	13,3 %	-0,1 %
Je ne suis pas d'accord	7,1 %	7,8 %	0,6 %
NSP/NPR	5,5 %	1,8 %	-3,7 %
Note moyenne (0-10)	6,9	6,9	0,0 (P=0,10 non statistiquement significatif)

PAR ALICE SIU, LABORATOIRE DE DÉMOCRATIE DÉLIBÉRATIVE

Délibérations

L'exercice de sondage délibératif *La politique étrangère par les Canadiens* (2026) a offert aux citoyens l'occasion d'échanger sur des enjeux majeurs alors que le Canada évolue dans un monde en mutation. À l'instar de la plupart des processus délibératifs, la majorité des participants en sont ressortis non seulement avec une compréhension plus précise des réalités de la politique étrangère canadienne, mais également avec une perspective plus équilibrée et nuancée sur la manière d'aborder les grandes questions politiques importantes auxquelles le Canada est confronté.

Ce chapitre rassemble les principales conclusions et les enseignements majeurs du projet. Il met en lumière la manière dont le processus délibératif a fait évoluer la perspective de certains Canadiens sur des

UNE NOTE SUR LA LECTURE DES TABLES

Le rapport met en lumière et discute de certains changements d'opinion statistiquement significatifs et substantiels après la délibération. Certaines opinions n'ont pas changé après la délibération; ce sont les jugements réfléchis des participants à la fin de l'événement. Les participants ont conservé ces opinions initiales même après avoir été soumis à tous les contre-arguments, donc ces opinions réfléchies méritent aussi d'être soulignées..

Avant et après les délibérations, les participants devaient évaluer les propositions – comme dans l'exemple ici – sur une échelle de 0 à 10 plus une option « Je ne sais pas / Sans réponse » (NSP/NPR). Les pourcentages représentent la proportion de participants opposés (0 à 4), qui étaient au milieu (5) et soutenaient (6 à 10) l'énoncé.

Le changement dans les scores moyens, affiché au bas de chaque tableau, montre l'intensité du changement de vues. Le changement a reçu une valeur p : une note statistique qui indique le changement survenu après délibération. Tout résultat avec une valeur p inférieure à 0,05 est considéré comme significatif. Cela signifie que si la délibération était répétée, il y a seulement 5 % ou moins de chances que le résultat soit différent.

	Avant	Après	Change-ment
Le Canada devrait continuer à prioriser sa relation commerciale avec les États-Unis, même si cela signifie accepter des concessions importantes			
Soutien	29,8 %	34,8 %	+5,0 %
Au centre	8,9 %	13,2 %	+4,4 %
S'opposer	57,4 %	50,6 %	−6,7 %
NSP/NPR	3,9 %	1,3 %	−2,6 %
Le score moyen est passé de 4,1 à 4,5, soit un changement de +0,4. P=0,000 est statistiquement significatif.			

questions controversées, tout en offrant aux décideurs une lecture claire des points de convergence et de divergence au sein de la population. La démocratie repose sur la capacité à représenter fidèlement la volonté citoyenne ; à la lecture de ce rapport, le lecteur découvrira des opinions mûries, éclairées et constructives de la population sur les grands défis internationaux auxquels le Canada fait face.

Résultats

Les participants ont répondu à un vaste ensemble de questions sur les choix stratégiques de la politique étrangère canadienne, tout en étant invités à évaluer l'état de la démocratie au pays et la perception qu'ils ont de leurs concitoyens. L'exercice délibératif a non seulement conduit les Canadiens à faire évoluer leurs positions sur les enjeux internationaux, mais il a également renforcé leur confiance dans le système démocratique canadien et accru leur ouverture d'esprit envers leurs concitoyens. L'ensemble des questions et des résultats détaillés est disponible sur le site Web de Canada Global à global-canada.org.

Démocratie canadienne

Avant et après les délibérations, les participants ont évalué le fonctionnement du système démocratique au Canada, le respect qu'ils éprouvent envers les points de vue différents du leur, ainsi que leur perception de leurs co-délibérateurs. Les résultats obtenus s'avèrent particulièrement probants.

63,6 %
→ 78,0 %

La démocratie canadienne a été notée 6 ou plus, avant vs. après la délibération

PERCEPTIONS DE LA DÉMOCRATIE CANADIENNE

Les participants ont évalué l'efficacité de la démocratie canadienne sur une échelle allant de 0 (« très mal ») à 10 (« extrêmement bien »). La proportion des participants ayant attribué une note de 6 ou plus est passé de 63,6 % avant la délibération à 78,0 % après l'exercice — ce qui représente l'une des progressions les plus marquées de l'ensemble de l'étude.

Contrairement à la majorité des indicateurs du rapport, centrés sur des enjeux précis de politique étrangère, cette donnée traduit une évaluation globale du système démocratique par les citoyens. Une telle hausse indique que l'expérience délibérative a consolidé la confiance citoyenne envers la démocratie au-delà d'un domaine politique particulier.

UN PLUS GRAND RESPECT POUR LES OPINIONS OPPOSÉES

Les participants ont également témoigné d'un respect accru envers les personnes exprimant des opinions divergentes. La proportion de répondants d'accord avec l'énoncé « Je respecte le point de vue des personnes qui ne sont pas d'accord avec moi » a progressé de manière significative, passant de 68,7 % à 77,7 %.

68,7 % → 77,7 %

Je suis d'accord que « je respecte le point de vue des gens qui ne sont pas d'accord avec moi » avant et après délibération

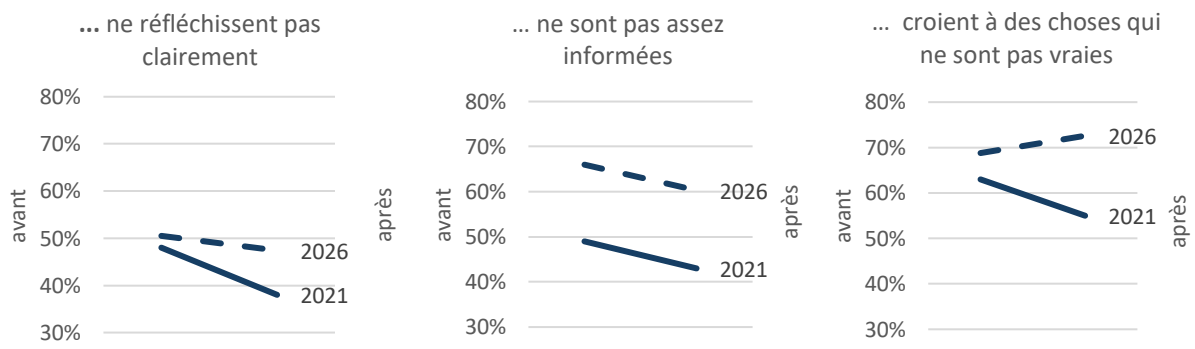
Par ailleurs, les répondants se sont montrés moins enclins à qualifier leurs contradicteurs de personnes mal informées ou manquant de clarté dans leur raisonnement, bien qu'ils soient devenus plus susceptibles de constater que d'autres adhèrent à des faits erronés. Le recul de la part des réponses « Ne sait pas / Non-réponse » sur la plupart des thématiques suggère que les participants sont ressortis de ce processus mieux outillés pour se former et exprimer une opinion tranchée.

COMPARAISON AVEC LE SONDAGE DÉLIBÉRATIF DE 2021

L'édition de 2021 de l'étude *La politique étrangère par les Canadiens* comportait des questions comparables. Cette année-là, à la question « Dans quelle mesure le système démocratique au Canada fonctionne-t-il bien ou mal ? », la proportion attribuant une note égale ou supérieure à 6 sur 10 était passée de 69 % avant la délibération à 80 % après — un résultat très proche de celui observé en 2026. Bien que le point de départ en 2026 ait été légèrement inférieur (63,6 %), la hausse enregistrée s'avère comparable : +11 points de pourcentage en 2021 contre plus de +14 points en 2026.

De plus, dans les deux cohortes, les participants ont manifesté un respect accru pour les divergences d'opinion. Concernant l'énoncé « Les personnes qui ne sont pas d'accord avec moi ne réfléchissent pas clairement », l'accord a reculé de 10 points en 2021 (passant de 48 % à 38 %) et de 3 points en 2026 (de 50,5 % à 47,4 %). Sur l'affirmation « Les personnes qui ne sont pas d'accord avec moi ne sont tout simplement pas assez informées », une baisse identique de 6 points a été observée en 2021 (de 49 % à 43 %) et en 2026 (de 66 % à 60,3 %). Quant à l'énoncé «

Les gens qui ne sont pas d'accord avec moi...



Les personnes qui ne sont pas d'accord avec moi croient à des choses qui ne sont pas vraies », l'accord avait baissé de 8 points en 2021 (de 63 % à 55 %), alors qu'il a progressé en 2026, passant de 68,8 % à 72,6 %.

Ainsi, malgré une évolution convergente sur l'appréciation globale de la démocratie canadienne, les préjugés initiaux envers les contradicteurs étaient plus élevés en 2026 qu'en 2021. Comparativement à 2021, une part plus importante des participants de 2026 percevait d'emblée ses opposants comme étant moins informés, moins rigoureux dans leur pensée et plus enclins à adhérer à des faits inexacts.

COMPARAISON AVEC LES ÉTATS-UNIS

À titre comparatif, le Laboratoire de démocratie délibérative de Stanford a mené en 2023 une étude nationale intitulée America in One Room: Democratic Reform. Un échantillon national représentatif de 582 personnes issues de l'ensemble des États-Unis s'est réuni en ligne sur la même plateforme délibérative. Interrogés sur leur niveau de satisfaction à l'égard de la démocratie américaine, seuls 27 % des participants américains se disaient satisfaits avant la délibération, un chiffre monté à 45 % après l'exercice — soit une hausse de 18 points. Bien que la question formulée au Canada différât légèrement, la proportion de Canadiens estimant que la démocratie fonctionne bien dans leur pays (78 %) demeure nettement supérieure.

Prospérité

Lors de la délibération, les participants ont examiné cinq propositions relatives à la prospérité économique du Canada. Lors des sondages préalables et post-sondages, on leur a posé ces questions et d'autres afain d'approfondir ces enjeux.

- Le Canada devrait continuer à prioriser ses relationss commerciales avec les États-Unis, même si cela signifie accepter des concessions importantes
- Le Canada devrait réduire ses relations commerciales avec les États-Unis et accroître ses échanges commerciaux avec la Chine, l'Inde et d'autres pays à la place[1]
- Le gouvernement canadien devrait dépenser davantage pour acheter canadien.

[1] De plus, les sondages avant et après ont demandé dans quelle mesure les participants souhaiteraient que le Canada diminue ou augmente ses échanges commerciaux et investissements avec les pays suivants : la Chine, l'Inde, les États-Unis, le Mexique et l'Europe, y compris le Royaume-Uni.

- Le Canada devrait exporter davantage de pétrole et de gaz
- Le Canada ne devrait pas réduire des niveaux d'immigration actuels.[2]

Le commerce avec les États-Unis. Bien qu'une majorité de participants s'opposent initialement à la priorisation des relations commerciales avec les États-Unis en cas de concessions majeures (57,4 %), ce chiffre est tombé à 50,6 % après délibération, traduisant une hausse globale de l'appui à cet énoncé. Un participant a souligné : « [...] près de la moitié de notre secteur manufacturier en dépend. C'est colossal, et nous ne pouvons pas réorienter la situation du jour au lendemain. » À l'inverse, un autre intervenant a fait valoir : « Si 75 % de nos exportations sont destinées aux États-Unis et que nous ne pouvons pas compter sur eux pour maintenir un cadre réglementaire fiable, nous nous exposons quotidiennement à un risque majeur. » De même, la volonté de réduire le commerce avec les États-Unis au profit de la Chine et de l'Inde, élevée au départ (65,7 % d'appui), s'est légèrement atténuée après délibération (62,5 %).

« Près de la moitié de notre secteur manufacturier en dépend. C'est colossal, et nous ne pouvons pas réorienter la situation du jour au lendemain. »

« Si 75 % de nos exportations sont destinées aux États-Unis et que nous ne pouvons pas compter sur eux pour maintenir un cadre réglementaire fiable, nous nous exposons quotidiennement à un risque majeur. »

L'appui au commerce avec les États-Unis était plus marqué en 2021. Cette année-là, les participants avaient débattu de la proposition suivante : « Le Canada devrait chercher prioritairement à accroître son accès au marché américain par une intégration économique accrue. » Après délibération, l'appui à cette mesure avait légèrement fléchi, passant de 68 % à 66 % (-2 points), tandis que l'opposition avait progressé de 6 points de pourcentage (passant de 11 % à 17 %).

Commerce avec d'autres pays. Les participants ont également été invités à indiquer s'ils souhaitaient voir le Canada augmenter ou réduire ses échanges commerciaux et ses investissements avec la Chine, l'Inde, les États-Unis, le Mexique et l'Europe (y compris le Royaume-Uni). Le soutien à l'accroissement des échanges avec l'Europe (incluant le Royaume-Uni) a progressé de 81,7 % à 89,0 %, enregistrant ainsi le

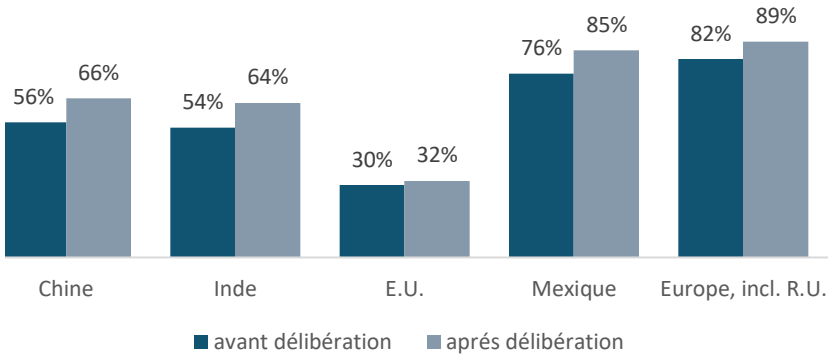
	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait continuer à prioriser ses relations commerciales avec les États-Unis, même si cela implique d'accepter des concessions importantes			
Soutien	29,8 %	34,8 %	+5,0 %
Au centre	8,9 %	13,2 %	+4,4 %
S'opposer	57,4 %	50,6 %	−6,7 %
NSP/NPR	3,9 %	1,3 %	−2,6 %
Le score moyen est passé de 4,1 à 4,5, soit un changement de +0,4. P=0,000 est statistiquement significatif.			

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait réduire ses relations commerciales avec les États-Unis et accroître ses échanges commerciaux avec la Chine et l'Inde à la place.			
Soutien	65,7 %	62,5 %	−3,2 %
Au centre	13,5 %	12,0 %	−1,6 %
S'opposer	15,1 %	24,0 %	+8,9 %
NSP/NPR	5,7 %	1,5 %	−4,1 %
Le score moyen est passé de 6,5 à 6,1, soit un changement de -0,4. P=0,000 est statistiquement significatif.			

[2] De plus, les enquêtes avant et après ont demandé aux participants dans quelle mesure devrions-nous diminuer ou augmenter chacune des catégories suivantes : travailleurs hautement qualifiés, travailleurs agricoles temporaires, travailleurs temporaires de l'industrie des services, réunification familiale et réfugiés.

consensus le plus fort de cette section. De plus, une très large majorité s'est prononcée en faveur d'un renforcement des liens commerciaux et des investissements avec le Mexique — passant de 75,8 % avant la délibération à 85,4 % après l'exercice. Pour l'ensemble des pays évalués dans ce volet, le soutien des participants à l'intensification des relations commerciales a systématiquement augmenté entre le sondage initial et

Pourcentage de participants qui souhaitent que le Canada augmente le commerce et les investissements avec certains pays



le sondage final.

Politique d'achat canadien. Les participants ont examiné les arguments pour et contre la mise en place d'une politique d'achat canadien (« Achetez canadien »). Au terme de la délibération, l'appui à cette politique est passé de 71,1 % à 75,9 %.

Augmentation des exportations de pétrole et de gaz. Les participants ont également évalué les arguments concernant l'augmentation des exportations de pétrole et de gaz. Alors que l'opposition à cette mesure a légèrement progressé (passant de 15,8 % à 18,6 % après délibération),

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait exporter d'avantage de pétrole et de gaz			
Soutien	64,0 %	71,7 %	+7,7 %
Au centre	10,3 %	7,9 %	−2,4 %
S'opposer	15,8 %	18,6 %	+2,8 %
NSP/NPR	9,8 %	1,8 %	−8,0 %
Le score moyen n'est pas passé de 6,9, soit un changement de 0,0. P=0,895 n'est pas statistiquement significatif.			

	Avant	Après	Changement
Le gouvernement canadien devrait dépenser d'avantage pour acheter Canadien			
Soutien	71,1 %	75,9 %	+4,9 %
Au centre	12,1 %	11,6 %	−0,6 %
S'opposer	11,1 %	10,6 %	−0,5 %
NSP/NPR	5,7 %	1,9 %	−3,8 %
Le score moyen n'est pas passé de 6,9, soit un changement de 0,0. P=0,854 n'est pas statistiquement significatif.			

l'appui à la proposition, déjà très majoritaire, s'est lui aussi renforcé, passant de 64,0 % à 71,7 %.

Immigration. L'immigration constituait un autre sujet central des débats sur la prospérité économique du Canada. Invités à se prononcer sur l'affirmation selon laquelle le Canada ne devrait pas réduire ses seuils

d'immigration actuels, les participants se sont montrés très partagés, tant avant qu'après la délibération. Au terme des échanges, 45,4 % s'opposaient au maintien des seuils actuels, 41,0 % y étaient favorables et 11,1 % exprimaient une position neutre.

	Avant	Après	Changement
Le Canada ne devrait pas réduire ses niveaux actuels d'immigration			
Soutien	39,2 %	41,0 %	+1,9 %
Au centre	10,8 %	11,1 %	+0,3 %
S'opposer	43,7 %	45,4 %	+1,7 %
NSP/NPR	6,3 %	2,4 %	−3,9 %
Le score moyen est passé de 4,7 à 4,8, soit un changement de +0,1. P=0,555 n'est pas statistiquement significatif.			

Les opinions se sont faites plus explicites lorsque les répondants ont été interrogés sur la nécessité d'augmenter ou de réduire les seuils selon les différentes catégories d'immigration. Le consensus le plus net concernait les travailleurs hautement qualifiés. Avant la délibération, 80,4 % des participants étaient favorables à une augmentation de leurs effectifs ; après l'exercice, ce taux a progressé de 7,3 points de pourcentage pour atteindre 87,7 %. Seuls 5,2 % s'exprimaient en faveur d'une réduction après délibération. Les participants ont fréquemment établi un lien entre cette catégorie et le besoin du Canada en compétences spécialisées ainsi qu'en capacités économiques, bien que certains aient souligné que la politique d'immigration doit s'accompagner d'infrastructures publiques adéquates. Comme l'a expliqué un participant : « Nous devons prendre un peu de recul, adapter nos infrastructures et nos politiques, puis continuer de recruter ces travailleurs qualifiés et expérimentés dont nous avons grandement besoin. »

> *« Nous devons prendre un peu de recul, adapter nos infrastructures et nos politiques, puis continuer de recruter ces travailleurs qualifiés et expérimentés dont nous avons grandement besoin.. »*

Une majorité a également appuyé l'augmentation du nombre de travailleurs agricoles temporaires, l'appui passant légèrement de 55,0 % à 56,3 %. Les opinions ont évolué de façon plus marquée concernant les travailleurs temporaires du secteur des services : l'appui à une hausse est tombé de 43,6 % à 35,5 %, tandis que la part favorable à une réduction est passée de 34,9 % à 46,9 % — le mouvement le plus significatif observé parmi les cinq catégories.

Les participants sont demeurés relativement partagés sur la réunification familiale. Le soutien à une augmentation dans cette catégorie a légèrement régressé, passant de 52,6 % à 49,7 %, tandis que l'appui à une baisse est passé de 20,9 % à 24,6 %. Néanmoins, plusieurs intervenants ont rappelé que la famille et l'immigration constituent des piliers de l'histoire canadienne. Un participant a ainsi souligné : « L'immigration fait partie intégrante de notre identité. C'est ainsi que nous avons bâti ce pays. »

> *« L'immigration fait partie intégrante de notre identité. C'est ainsi que nous avons bâti ce pays. »*

L'admission de réfugiés a suscité l'accueil le plus réservé. Près de la moitié des participants se sont dit favorables à une baisse des seuils d'accueil des réfugiés, tant avant qu'après la délibération (respectivement 48,5 % et 48,8 %), tandis qu'environ trois répondants sur dix appuyaient une hausse. Ce mouvement minime indique que la

délibération n'a pas modifié de manière substantielle l'opinion générale des participants sur l'accueil des réfugiés.

Pris dans leur ensemble, ces résultats ne témoignent pas d'un rejet ou d'une adhésion uniforme à l'immigration. Au contraire, les participants ont opéré une distinction très nette entre les différentes catégories : un soutien massif à l'attraction de travailleurs hautement qualifiés, un appui majoritaire aux travailleurs agricoles temporaires, et une prudence accrue envers les travailleurs temporaires du secteur des services, la réunification familiale et l'accueil des réfugiés.

Dans quelle mesure devrait-on diminuer ou augmenter chacune des catégories suivantes?

	Avant	Après	Changement
Travailleurs hautement qualifiés			
Diminution	6,7 %	5,2 %	−1,6 %
Ni l'un ni l'autre	7,4 %	5,7 %	−1,7 %
Augmentation	80,4 %	87,7 %	+7,3 %
NSP/NPR	5,5 %	1,4 %	−4,1 %
Le score moyen est passé de 7,6 à 7,7, soit un changement de +0,1. P=0,435 n'est pas statistiquement significatif.			
Travailleurs agricoles temporaires			
Diminution	15,4 %	16,4 %	+1,0 %
Ni l'un ni l'autre	15,5 %	19,1 %	+3,6 %
Augmentation	55,0 %	56,3 %	+1,3 %
NSP/NPR	14,2 %	8,2 %	−6,0 %
Le score moyen est passé de 6,3 à 6,1, soit un changement de -0,2. P=0,140 n'est pas statistiquement significatif.			
Travailleurs temporaires de l'industrie des services			
Diminution	34,9 %	46,9 %	+12,0 %
Ni l'un ni l'autre	12,8 %	14,6 %	+1,8 %
Augmentation	43,6 %	35,5 %	−8,1 %
NSP/NPR	8,7 %	3,1 %	−5,6 %
Le score moyen est passé de 4,9 à 4,4, soit un changement de -0,5. P=0,000 est statistiquement significatif.			

	Avant	Après	Changement
Réunification familiale			
Diminution	20,9 %	24,6 %	+3,7 %
Ni l'un ni l'autre	17,2 %	17,8 %	+0,6 %
Augmentation	52,6 %	49,7 %	−2,9 %
NSP/NPR	9,3 %	7,9 %	−1,4 %
Le score moyen est passé de 5,9 à 5,7, soit un changement de -0,2. P=0,149 n'est pas statistiquement significatif.			
Réfugiés			
Diminution	48,5 %	48,8 %	+0,3 %
Ni l'un ni l'autre	16,8 %	18,1 %	+1,3 %
Augmentation	29,5 %	28,8 %	−0,7 %
NSP/NPR	5,2 %	4,3 %	−0,9 %
Le score moyen est passé de 4,1 à 4,2, soit un changement de +0,1. P=0,374 n'est pas statistiquement significatif.			

Sécurité

Les participants ont été invités à délibérer sur six propositions de sécurité d'actualité :

- Le Canada devrait consacrer 3,5 % du PIB pour les militaires[3]
- Le Canada devrait inclure la préparation aux pandémies dans les 1,5 % du PIB alloués aux mesures de sécurité plus larges dans notre engagement envers l'OTAN[4]
- Le Canada devrait payer une prime pour des capacités militaires fabriquées au Canada
- Le Canada devrait créer un service de renseignement humain étranger
- Le Canada devrait renforcer ses capacités militaires dans l'Arctique contre les menaces des rivaux stratégiques.
- Le gouvernement devrait obliger les entreprises à investir de manière significative pour se préparer aux cyberattaques et aux attaques terroristes qui affectent les services essentiels[5]

L'appui est demeuré généralement élevé pour l'ensemble des propositions liées à la sécurité, la plupart des variations entre le sondage initial et le sondage final se limitant à quelques points de pourcentage. Les deux évolutions les plus marquantes ont été le recul de l'appui à la création d'un service de renseignement humain à l'étranger et la hausse du soutien aux investissements dans les infrastructures d'intelligence artificielle.

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait consacrer 3,5 % du PIB à l'armée pour respecter ses engagements envers l'OTAN			
Soutien	60,3 %	66,5 %	+6,1 %
Au centre	10,6 %	10,6 %	0,0 %
S'opposer	18,3 %	19,3 %	+1,0 %
NSP/NPR	10,8 %	3,6 %	−7,2 %
Le score moyen est passé de 6,5 à 6,8, soit un changement de +0,3. P=0,008 est statistiquement significatif.			

« Eh bien, si nous voulons être perçus comme un partenaire fiable, nous nous sommes engagés à consacrer 3,5 % [du PIB] et nous devrions respecter cet engagement. »

[3] Une question complémentaire a été incluse dans le sondage : on a demandé aux répondants si le Canada devrait consacrer 1,5 % supplémentaire des dépenses de défense à la sécurité et à la résilience afin de remplir pleinement ses engagements envers l'OTAN.

[4] Les questions du sondage demandaient aussi si les dépenses liées au changement climatique devraient faire partie de ce 1,5 %.

[5] Les questions connexes incluses dans le sondage recherchaient les avis des répondants : savoir si le Canada devrait investir massivement pour construire une infrastructure d'IA afin de devenir un leader mondial en IA et si le Canada devrait investir massivement dans des installations de calcul afin de réduire la dépendance envers les fournisseurs étrangers.

Les participants ont largement soutenu le respect des engagements budgétaires du Canada envers l'OTAN. L'appui à l'affectation de 3,5 % du PIB aux dépenses militaires est passé de 60,3 % à 66,5 %, soit une hausse de 6,2 points. Un participant a directement lié cet effort à la crédibilité internationale du pays : « Eh bien, si nous voulons être perçus comme un partenaire fiable, nous nous sommes engagés à consacrer 3,5 % [du PIB] et nous devrions respecter cet engagement. »

60,3 % → 66,5 %

soutien à la dépense de 3,5 % du PIB pour l'armée

L'appui s'est avéré légèrement plus élevé pour l'affectation d'une enveloppe budgétaire supplémentaire à la sécurité et à la résilience, passant de 64,6 % à 70,5 %. L'inclusion de la préparation aux pandémies et des mesures d'adaptation aux changements climatiques dans cette enveloppe a également conservé l'appui d'une nette majorité et est demeurée quasi stable, passant de 68,5 % à 68,1 %.

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait consacrer 1,5 % supplémentaire des dépenses de défense à la sécurité et à la résilience afin de remplir pleinement ses engagements envers l'OTAN			
Soutien	64,6 %	70,5 %	+5,9 %
Au centre	10,0 %	9,7 %	−0,2 %
S'opposer	15,3 %	18,2 %	+2,9 %
NSP/NPR	10,2 %	1,6 %	−8,5 %
Le score moyen n'est pas passé de 6,7, soit un changement de 0,0. P=0,713 n'est pas statistiquement significatif.			

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait inclure la préparation aux pandémies et les dépenses climatiques dans les 1,5 % des dépenses de défense pour la sécurité et la résilience			
Soutien	68,5 %	68,1 %	−0,4 %
Au centre	7,3 %	10,7 %	+3,4 %
S'opposer	15,5 %	18,6 %	+3,1 %
NSP/NPR	8,8 %	2,7 %	−6,1 %
Le score moyen est passé de 6,8 à 6,6, soit un changement de −0,2. P=0,194 n'est pas statistiquement significatif.			

Un soutien tout aussi marqué s'est exprimé en faveur de la réduction de la dépendance envers les fournisseurs étrangers. L'appui à l'octroi d'une prime pour maintenir des capacités militaires souveraines plutôt que de s'approvisionner auprès des États-Unis a légèrement régressé, passant de 69,8 % à 66,9 %. Un participant a qualifié cette situation de risque direct de dépendance envers les États-Unis : « Selon moi, notre plus grande menace actuelle vient de notre allié et partenaire commercial le plus proche, auprès de qui nous achetons une grande partie de nos équipements militaires. Je ne pense donc pas que nous voulions nous retrouver [...] engagés dans une guerre froide ou chaude avec les États-Unis tout en continuant de leur acheter nos armes. »

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait payer une prime pour des capacités militaires souveraines plutôt que d'acheter aux États-Unis			
Soutien	69,8 %	66,9 %	−2,9 %
Au centre	10,7 %	13,2 %	+2,4 %
S'opposer	11,1 %	14,7 %	+3,6 %
NSP/NPR	8,3 %	5,2 %	−3,1 %
Le score moyen est passé de 7,0 à 6,6, soit un changement de −0,4. P=0,006 est statistiquement significatif.			

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait investir massivement dans des centres de données afin de réduire la dépendance envers les fournisseurs étrangers			
Soutien	72,7 %	78,3 %	+5,5 %
Au centre	10,1 %	9,5 %	−0,6 %
S'opposer	8,0 %	9,1 %	+1,1 %
NSP/NPR	9,1 %	3,1 %	−6,0 %
Le score moyen est passé de 7,1 à 7,2, soit un changement de +0,1. P=0,378 n'est pas statistiquement significatif.			

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait renforcer ses capacités militaires dans l'Arctique contre les menaces de rivaux stratégiques			
Soutien	77,4 %	77,7 %	+0,3 %
Au centre	9,6 %	6,0 %	−3,6 %
S'opposer	6,7 %	13,2 %	+6,5 %
NSP/NPR	6,3 %	3,1 %	−3,1 %
Le score moyen est passé de 7,5 à 7,1, soit un changement de −0,4. P=0,001 est statistiquement significatif.			

Cette préoccupation liée à la dépendance s'étendait également au domaine technologique : l'appui à des investissements massifs dans les infrastructures de calcul souveraines est passé de 72,7 % à 78,3 %. Un soutien tout aussi élevé s'est manifesté envers plusieurs propositions ciblant des capacités de sécurité spécifiques. Notamment, l'appui au renforcement de la présence militaire canadienne dans l'Arctique est demeuré quasi inchangé (passant de 77,4 % avant délibération à 77,7 % après), bien que l'opposition à cette mesure ait progressé de 6,7 % à 13,2 %.

En 2021, un volet de la réflexion sur la sécurité était également consacré à l'Arctique. Concernant la proposition visant à renforcer la souveraineté et le contrôle territorial dans la région, 85 % des participants s'y sont dits favorables, tant avant qu'après la délibération. Une proposition complémentaire axée sur le renforcement de la sécurité humaine — par l'amélioration de la sécurité économique et alimentaire des populations autochtones de l'Arctique — a recueilli un appui encore plus marqué, passant de 84 % à 88 %. Ces résultats concordent avec le niveau élevé de soutien observé chez les participants en 2026 (77 % avant et 78 % après) à l'égard de l'accroissement des capacités militaires dans l'Arctique pour faire face aux menaces de rivaux stratégiques.

Un enjeu de sécurité s'est toutefois distingué par un net recul d'adhésion. L'appui à la création d'un service de renseignement humain (HUMINT) à l'étranger a chuté de 10,7 points de pourcentage, passant de 65,0 % à 54,3 %, tandis que l'opposition a progressé de façon marquée, passant de 7,7 % à 23,1 %. Un participant a exprimé des réserves quant à l'opportunité de financer une structure distincte compte tenu des alliances existantes : « L'utilisation des fonds publics pour ce type d'initiative me préoccupe. S'agit-il d'une capacité dont le Canada manque réellement et qu'il ne peut pas obtenir par l'intermédiaire de ses partenaires actuels ? Nous faisons déjà partie de l'alliance des Five Eyes. Cet argent ne pourrait-il pas être réinvesti autrement ? »

> *« Selon moi, notre plus grande menace actuelle vient de notre allié et partenaire commercial le plus proche, auprès de qui nous achetons une grande partie de nos équipements militaires. Je ne pense donc pas que nous voulions nous retrouver [...] engagés dans une guerre froide ou chaude avec les États-Unis tout en continuant de leur acheter nos armes. »*

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait mettre en place un service de renseignement humain à l'étranger			
Soutien	65,0 %	54,3 %	−10,7 %
Au centre	10,7 %	16,3 %	+5,6 %
S'opposer	7,7 %	23,1 %	+15,3 %
NSP/NPR	16,5 %	6,3 %	−10,2 %
Le score moyen est passé de 6,9 à 6,2, soit un changement de −0,8 (une fois arrondi). P=0,000 est statistiquement significatif.			

« L'utilisation des fonds publics pour ce type d'initiative me préoccupe. S'agit-il d'une capacité dont le Canada manque réellement et qu'il ne peut pas obtenir par l'intermédiaire de ses partenaires actuels ? Nous faisons déjà partie de l'alliance des Five Eyes. Cet argent ne pourrait-il pas être réinvesti autrement ? »

L'adhésion la plus forte s'est manifestée à l'égard de l'obligation faite aux entreprises et aux citoyens de se préparer aux cyberattaques, aux actes terroristes et aux catastrophes majeures touchant les services essentiels, l'appui passant de 79,7 % à 83,8 %. De même, le soutien aux investissements massifs dans les infrastructures d'intelligence artificielle (IA) a progressé de 7,7 points de pourcentage, grimpant de 52,1 % à 59,8 %.

	Avant	Après	Changement
Le gouvernement devrait exiger que les entreprises et les citoyens se préparent aux cyberattaques, aux attentats terroristes et aux catastrophes affectant les services essentiels			
Soutien	79,7 %	83,8 %	+4,1 %
Au centre	10,1 %	8,9 %	−1,2 %
S'opposer	3,5 %	5,7 %	+2,2 %
NSP/NPR	6,7 %	1,6 %	−5,1 %
Le score moyen est passé de 7,6 à 7,5, soit un changement de −0,1. P=0,261 n'est pas statistiquement significatif.			

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait investir massivement dans l'infrastructure d'IA pour devenir un leader mondial en IA			
Soutien	52,1 %	59,8 %	+7,7 %
Au centre	14,3 %	12,5 %	−1,8 %
S'opposer	28,8 %	24,5 %	−4,2 %
NSP/NPR	4,8 %	3,1 %	−1,7 %
Le score moyen est passé de 5,6 à 5,8, soit un changement de +0,3 (une fois arrondi). P=0,021 est statistiquement significatif.			

Coopération mondiale

Dans le cadre des délibérations sur les options du Canada en matière de coopération internationale, les participants ont été invités à évaluer une série de propositions :

- Le Canada devrait mettre l'accent sur la formation de coalitions de pays sur des questions spécifiques plutôt que de passer par des institutions internationales comme les Nations Unies et l'Organisation mondiale de la santé[6]
- Le Canada devrait continuer de mettre l'accent sur les droits de la personne et le droit international dans notre coopération mondiale
- Le Canada devrait prioriser les accords commerciaux et d'investissement avec les pays démocratiques.
- Les entreprises canadiennes opérant à l'étranger devraient respecter les mêmes normes en matière de droits de la personne et d'environnement qu'au Canada[7]
- Le Canada devrait continuer à prioriser les changements climatiques dans son engagement avec d'autres pays

78,1 %
→ 84,3 %

A soutenu l'accent sur les coalitions d'États partageant les mêmes idées

Même si la question posée invitait les participants à arbitrer entre l'action au sein des organisations internationales ou en dehors de celles-ci, les deux approches ont recueilli une adhésion marquée. L'appui au ciblage de coalitions d'États qui partagent les mêmes valeurs pour répondre à des défis précis est passé de 78,1 % à 84,3 %, tandis que le soutien à l'exercice d'un rôle de premier plan du Canada dans le renforcement d'institutions comme l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale de la santé a lui aussi progressé, passant de 69,9 % à 74,4 %.

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait jouer un rôle de premier plan dans le renforcement des institutions internationales telles que l'ONU et l'OMS			
Soutien	69,9 %	74,4 %	+4,5 %
Au centre	11,3 %	8,1 %	−3,1 %
S'opposer	12,0 %	15,4 %	+3,4 %
NSP/NPR	6,8 %	2,1 %	−4,7 %
Le score moyen n'est pas passé de 6,9, soit un changement de 0,0. P=0,956 n'est pas statistiquement significatif.			

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait se concentrer sur des coalitions d'États partageant les mêmes idées pour des défis spécifiques			
Soutien	78,1 %	84,3 %	+6,2 %
Au centre	8,4 %	9,0 %	+0,7 %
S'opposer	5,8 %	2,9 %	−2,9 %
NSP/NPR	7,8 %	3,8 %	−4,0 %
Le score moyen est passé de 7,6 à 7,7, soit un changement de +0,1. P=0,419 n'est pas statistiquement significatif.			

[6] Dans les questions du sondage, les répondants ont traité ces éléments séparément : « Le Canada devrait jouer un rôle de premier plan dans le renforcement des institutions internationales comme les Nations Unies et l'Organisation mondiale de la santé » et « Le Canada devrait se concentrer sur des coalitions d'États partageant les mêmes idées pour des défis spécifiques. »
[7] Dans le sondage, les répondants ont été interrogés sur chaque sujet séparément.

Un participant a décrit ces deux leviers comme étant complémentaires : « Selon moi, la stratégie la plus efficace ne consiste pas à choisir l'une au détriment de l'autre, mais à combiner les deux : soutenir les institutions multilatérales pour bâtir une coopération à long terme, tout en investissant des coalitions souples pour répondre à des urgences ou à des enjeux complexes. »

« Selon moi, la stratégie la plus efficace ne consiste pas à choisir l'une au détriment de l'autre, mais à combiner les deux : soutenir les institutions multilatérales pour bâtir une coopération à long terme, tout en investissant des coalitions souples pour répondre à des urgences ou à des enjeux complexes. »

Un autre ensemble de questions portait sur l'opinion des Canadiens concernant la démocratie, les droits de la personne, les changements climatiques et les normes environnementales. L'appui à la priorité accordée aux accords commerciaux et d'investissement avec des pays démocratiques est passé de 82,9 % à 84,0 % après délibération, de même que le soutien accordé à la promotion des droits de la personne et du droit international dans le cadre de sa coopération internationale, qui a progressé de 80,1 % à 86,5 %.

En 2021, les participants avaient témoigné d'un attachement tout aussi vif à cette question. L'appui à la proposition équivalente en 2021 (« Le Canada devrait adopter une politique d'accords commerciaux prioritaires avec les pays démocratiques qui respectent les droits de la personne et la dignité ») était également élevé, mais il avait régressé (plutôt que régresser) d'environ 8 points de pourcentage, passant de 88 % à 79 % après délibération. Cette année-là, un soutien marqué s'était dégagé en faveur du réexamen des partenariats commerciaux avec des régimes non démocratiques violant les droits de la personne, bien que le soutien à la priorité accordée aux démocraties respectueuses des droits ait fléchi au terme des échanges. Les participants avaient en outre délibéré sur la promotion d'un leadership diversifié à l'échelle internationale, ainsi que sur la défense des droits de la personne à l'étranger en faisant le lien avec le respect de ces mêmes droits au pays. Même si ces propositions ont reçu un accueil favorable dans l'ensemble, certains intervenants ont exprimé des réserves quant au risque que le Canada n'impose ses propres valeurs à d'autres nations.

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait adopter une politique de priorité accordant des accords commerciaux avec des pays démocratiques qui respectent les droits humains et la dignité.			
Soutenir	82,9 %	84,0 %	+1,1 %
Au centre	9,4 %	5,6 %	−3,8 %
S'opposer	2,5 %	7,7 %	+5,2 %
NSP/NPR	5,1 %	2,6 %	−2,5 %
Le score moyen est passé de 7,9 à 7,6, soit un changement de −0,3. P=0,004 est statistiquement significatif.			

Le processus de 2026 a abordé d'autres enjeux axés sur les valeurs, à commencer par la lutte contre les changements climatiques. L'appui accordé à la priorité climatique dans l'engagement international du Canada est passé de 70,3 % à 75,7 % après délibération. Alors que la part des opposants est demeurée stable aux alentours de 18 %, plusieurs répondants initialement indécis ou neutres (NSP/NPR) ont fait évoluer leur position en faveur de cette proposition.

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait continuer à faire valoir les droits de la personne et le droit international dans le cadre de sa coopération internationale.			
Soutien	80,1 %	86,5 %	+6,5 %
Au centre	8,1 %	6,6 %	−1,6 %
S'opposer	7,0 %	5,2 %	−1,8 %
NSP/NPR	4,7 %	1,7 %	−3,0 %
Le score moyen est passé de 7,7 à 7,9, soit un changement de +0,2. P=0,096 n'est pas statistiquement significatif.			

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait continuer à prioriser les changements climatiques dans ses interactions avec d'autres pays			
Soutien	70,3 %	75,7 %	+5,4 %
Au centre	7,0 %	5,1 %	−1,9 %
S'opposer	17,1 %	18,0 %	+0,9 %
NSP/NPR	5,6 %	1,2 %	−4,4 %
Le score moyen est passé de 6,8 à 6,9, soit un changement de +0,1. P=0,148 n'est pas statistiquement significatif.			

	Avant	Après	Changement
Les entreprises canadiennes opérant à l'étranger devraient respecter les mêmes normes en matière de droits de la personne qu'au Canada.			
Soutenir	83,3 %	86,3 %	3,0 %
Au centre	6,1 %	4,9 %	−1,2 %
S'opposer	5,0 %	7,2 %	2,2 %
NSP/NPR	5,6 %	1,7 %	−3,9 %
Le score moyen est passé de 8,2 à 7,9, soit un changement de -0,3. P=0,010 est statistiquement significatif.			

	Avant	Après	Changement
Les entreprises canadiennes opérant à l'étranger devraient respecter les mêmes normes environnementales qu'au Canada.			
Soutenir	78,4 %	82,3 %	3,9 %
Au centre	7,8 %	9,4 %	1,6 %
S'opposer	8,0 %	7,4 %	-0,6 %
NSP/NPR	5,8 %	0,9 %	-4,9 %
Le score moyen est passé de 7,6 à 7,7, soit un changement de +0,1. P=0,262 n'est pas statistiquement significatif.			

Les opinions concernant les normes que les entreprises canadiennes devraient respecter lorsqu'elles opèrent à l'étranger sont demeurées très favorables. L'appui à l'exigence des mêmes normes en matière de droits de la personne est passé de 83,3 % à 86,3 %, tandis que le soutien à l'application de normes environnementales équivalentes a progressé de 78,4 % à 82,3 %. Les participants ont souligné que l'appui accordé aux entreprises canadiennes par le gouvernement devrait être assorti d'obligations claires. Comme l'a résumé un participant : « Il doit y avoir des règles du jeu claires auxquelles les entreprises canadiennes doivent se conformer [...] Elles doivent avoir l'obligation d'apporter un impact positif aux collectivités où elles exercent leurs activités [...] Nous ne devrions pas les soutenir si c'est pour exploiter les populations locales. »

En 2021, les participants s'étaient également montrés très largement favorables aux propositions exigeant que les entreprises canadiennes respectent les mêmes normes environnementales et de droits de la personne à l'étranger qu'au Canada (respectivement 88 % et 89 % après délibération), tout en se montrant plus réservés quant à l'accroissement des ressources accordées au réseau diplomatique canadien pour promouvoir les intérêts nationaux.

« Il doit y avoir des règles du jeu claires auxquelles les entreprises canadiennes doivent se conformer [...] Elles doivent avoir l'obligation d'apporter un impact positif aux collectivités où elles exercent leurs activités [...] Nous ne devrions pas les soutenir si c'est pour exploiter les populations locales. »

En 2021, les participants ont également appuyé massivement les propositions voulant que les entreprises canadiennes respectent à l'étranger les mêmes normes environnementales et en matière de droits de la personne qu'au Canada (88 % et 89 % respectivement après la délibération), mais ils se sont montrés plus hésitants à accroître les ressources du réseau diplomatique canadien afin de promouvoir les intérêts nationaux.

Aide au développement

Lors de la délibération des options du Canada pour l'aide au développement international, les discutants ont été invités à réfléchir à une série de propositions :

- Le Canada devrait maintenir son aide au développement parallèlement à ses augmentations de défense et de sécurité
- Le Canada devrait maintenir ses dépenses en santé mondiale[8]
- Le Canada devrait continuer à concentrer des moyens sur l'aide aux femmes et aux filles dans les pays à faible revenu
- Le développement international canadien devrait prioriser l'aide aux entreprises canadiennes à se développer à l'étranger

S'agissant des grandes priorités en matière d'aide internationale au développement, une majorité croissante de participants s'est dit favorable au maintien des engagements existants dans les domaines du développement et de la santé mondiale, tout en augmentant parallèlement les dépenses consacrées à la défense et à la sécurité. L'appui au maintien de l'aide canadienne au développement est passé de 71,1 % à 76,7 %, tandis que le soutien au maintien des budgets attribués à la santé mondiale est passé de 65,1 % à 69,8 %.

> *« Étude après étude a démontré que lorsque vous aidez les femmes et les filles avec l'éducation, les besoins de base et les soins de santé, elles se lèvent dans leur communauté. Elles emportent leurs villages et leurs familles avec elles, et cela contribue à la croissance de la démocratie et de la prospérité. »*

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait maintenir son aide au développement parallèlement aux augmentations en matière de défense et de sécurité			
Soutien	71,1 %	76,7 %	+5,7 %
Au centre	10,4 %	8,0 %	−2,4 %
S'opposer	8,8 %	11,7 %	+2,8 %
NSP/NPR	9,7 %	3,6 %	−6,1 %
Le score moyen est passé de 7,1 à 7,1, soit un changement de +0,1 (une fois arrondi). P=0,510 n'est pas statistiquement			

	Avant	Après	Changement
Le Canada ne devrait pas réduire les dépenses en santé mondiale			
Soutien	65,1 %	69,8 %	+4,7 %
Au centre	11,9 %	8,4 %	−3,5 %
S'opposer	17,8 %	17,7 %	−0,1 %
NSP/NPR	5,2 %	4,1 %	−1,1 %
Le score moyen est passé de 6,7 à 6,9, soit un changement de +0,2. P=0,070 n'est pas statistiquement significatif.			

[8] Une autre question liée au sondage demandait si le Canada devrait jouer un rôle de leader en santé mondiale en s'appuyant sur notre bilan en santé des femmes et des enfants.

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait continuer à se concentrer des moyens sure l'aide aux femmes et aux filles dans les pays à faible revenu			
Soutien	62,9 %	68,6 %	+5,7 %
Au centre	11,7 %	10,7 %	−1,0 %
S'opposer	20,7 %	18,9 %	−1,8 %
NSP/NPR	4,7 %	1,8 %	−2,9 %
Le score moyen est passé de 6,3 à 6,8, soit un changement de +0,5. P=0,000 est statistiquement significatif.			

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait jouer un rôle de permier plan en santé mondiale en s'appuyant sur ses acquis dans le domaine de la santé des femmes et des enfants			
Soutien	76,3 %	81,5 %	+5,2 %
Au centre	6,6 %	6,9 %	+0,4 %
S'opposer	10,0 %	10,6 %	+0,5 %
NSP/NPR	7,1 %	1,0 %	−6,1 %
Le score moyen n'est pas passé de 7,3, soit un changement de 0,0. P=0,850 n'est pas statistiquement significatif.			

Les participants ont également exprimé une large adhésion envers plusieurs axes d'intervention proposés. Le soutien à l'exercice d'un rôle de premier plan en santé mondiale a progressé de 76,3 % à 81,5 %, et l'appui au maintien de la priorité accordée aux femmes et aux filles dans les pays à faible revenu est passé de 62,9 % à 68,6 %. Comme l'a expliqué un participant : « Une étude après l'autre démontre que lorsqu'on soutient l'éducation, les besoins essentiels et les soins de santé des femmes et des filles, celles-ci font progresser toute leur collectivité. Elles entraînent leur village et leur famille avec elles, ce qui stimule la démocratie et la prospérité. »

	Avant	Après	Changement
Le développement international canadien devrait prioriser l'aide aux entreprises canadiennes pour se développer à l'étranger			
Soutien	76,3 %	62,3 %	−14,0 %
Au centre	7,4 %	14,9 %	+7,5 %
S'opposer	9,0 %	20,4 %	+11,3 %
NSP/NPR	7,3 %	2,4 %	−4,9 %
Le score moyen est passé de 7,2 à 6,3, soit un changement de −0,9. P=0,000 est statistiquement significatif.			

Les propositions concernant le rôle des entreprises canadiennes à l'étranger ont révélé une dynamique différente. La variation d'opinion la plus marquée dans ce volet concernait la question de savoir si l'aide canadienne au développement international devait accorder la priorité au soutien à la croissance des entreprises canadiennes à l'étranger : l'appui a régressé de 14,0 points de pourcentage, chutant de 76,3 % à 62,3 %, tandis que l'opposition a bondi de 9,0 % à 20,4 %. Un participant s'est fermement opposé à l'utilisation des deniers publics à cette fin : « Si une entreprise choisit de se déployer à l'international, c'est sa responsabilité. Ce n'est pas aux contribuables qui font des heures supplémentaires de financer son expansion. S'ils veulent s'implanter à l'étranger, c'est leur affaire. Cela devrait se faire avec leur capital, pas avec mes impôts. »

> *« Si c'est une entreprise qui va à l'international, c'est leur responsabilité, pas toi et tes impôts qui font des quarts supplémentaires pour envoyer de l'argent à cette compagnie. S'ils veulent aller à l'international, c'est leur affaire. Ça devrait être leur argent, pas mes impôts. »*

Comparaisons

Comparaison des groupes participants et témoins

Le groupe témoin — composé des 425 personnes n'ayant pas participé aux délibérations — a également rempli le même questionnaire lors du sondage initial et du sondage final. Les deux groupes présentaient un profil globalement comparable au départ : l'âge, le genre, la province de résidence et la langue d'administration du sondage étaient pratiquement identiques, et la majorité des autres variables démographiques et comportementales ne différaient pas de manière significative. Aucune différence statistiquement significative n'a été observée sur le plan de l'orientation politique, du revenu du ménage, du statut d'emploi, du niveau d'scolarité, de l'état civil, de l'origine ethnique ou raciale, de la pratique religieuse ou de l'utilisation des médias sociaux comme source d'information politique.

La plupart des écarts se révèlent minimes, en particulier pour les indicateurs mesurant le respect des opinions divergentes et la disposition au compromis. Cette grande similitude fait du groupe témoin un point de comparaison solide et renforce la certitude que les variations observées ultérieurement sont attribuables à l'expérience délibérative plutôt qu'à des divergences préexistantes entre les groupes.

Quelques domaines ont toutefois révélé des écarts plus marqués : les répondants du groupe témoin ont fait état d'un sentiment d'efficacité politique légèrement moindre, se montrant plus enclins à juger les

Différence attitudinale au départ – participants et groupe témoin
(score moyen, échelle de 0 à 10)

	Groupe témoin	Participants	Différence
Les enjeux politiques sont trop complexes	4,9	4,1	−0,8
Mes opinions politiques méritent d'être écoutées	6,9	7,6	+0,7
Respect des points de vue opposés	6,8	6,6	−0,2
Volonté de faire des compromis	6,8	6,8	0,0

enjeux politiques trop complexes (42,1 % d'entre eux se sont dit fortement d'accord avec cette affirmation, contre 32,4 % chez les participants). Par ailleurs, les participants se sont dit plus convaincus de la valeur de leurs propres opinions politiques : 75,5 % d'entre eux se sont dit fortement d'accord avec l'énoncé « Mes opinions politiques valent la peine d'être écoutées », contre 66,6 % dans le groupe témoin. Les participants se sont également montrés un peu plus critiques à l'égard de leurs adversaires politiques, affichant des taux d'adhésion plus élevés aux affirmations selon lesquelles « les personnes en désaccord ne sont pas suffisamment informées » ou « ne réfléchissent pas de façon claire », bien que l'écart concernant l'énoncé « ont de bonnes raisons, mais les miennes sont meilleures » ne soit pas statistiquement significatif ($p = 0,710$). Enfin, le respect des opinions divergentes n'était que très légèrement inférieur au sein du groupe de participants, et la disposition au compromis s'est révélée pratiquement identique dans les deux groupes.

Dans l'ensemble, ces tendances indiquent que les deux groupes présentaient des attitudes très similaires lors du sondage initial, offrant ainsi une base solide pour isoler les effets propres à la délibération. Les comparaisons initiales figurent dans le tableau ci-contre, tandis que des résultats plus détaillés sont présentés en annexe et sur le site Web de Canada Global, à l'adresse global-canada.org.

Nous avons également mené une analyse comparative entre les 408 participants et les 7 083 autres personnes ayant répondu au sondage initial (sur un total de 7 491 répondants). Là encore, les participants et les non-participants de ce sous-ensemble élargi présentaient des profils globalement comparables au départ. Les groupes pondérés affichaient une grande similitude sur le plan de l'âge, du genre, de la province de résidence et de la langue d'administration du sondage, la majorité des autres variables démographiques et comportementales ne présentant aucun écart significatif. Lorsque des différences existaient, elles demeuraient de faible ampleur. Cette forte comparabilité renforce la certitude que les variations observées ultérieurement découlent de l'expérience délibérative elle-même plutôt que de divergences préexistantes. La similitude initiale entre participants et non-participants fait de ces derniers un groupe de référence tout à fait crédible pour mesurer les retombées du processus délibératif. La comparaison détaillée est également accessible sur le site Web de Canada Global, à l'adresse global-canada.org.

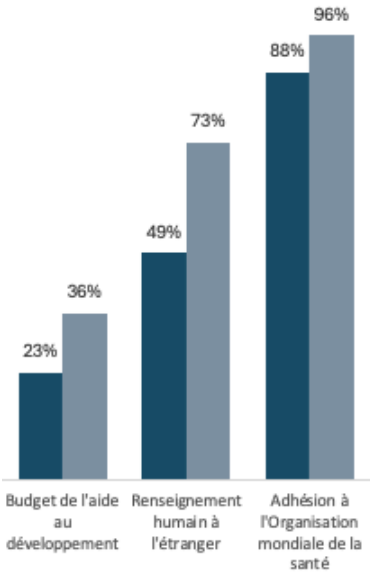
Comparaison de l'acquisition de connaissances

Les participants ont affiché des gains de connaissances mesurables à l'issue du processus délibératif. La hausse la plus marquée a touché les enjeux liés au renseignement humain à l'étranger, suivis par le budget de l'aide au développement et le rôle de l'Organisation mondiale de la santé. La proportion de répondants choisissant l'option « Ne sait pas / Ne répond pas » (NSP/NPR) a également chuté de manière significative sur l'ensemble des thématiques, témoignant du fait que les personnes qui s'estimaient insuffisamment informées pour se prononcer avant l'exercice sont reparties avec une bien meilleure capacité à répondre — un autre bénéfice concret de la démarche.

- **Budget de l'aide au développement.** Question : Quelle part approximative du budget fédéral le Canada consacre-t-il à l'aide internationale au développement ? Bonne réponse : Environ 2 % des dépenses fédérales totales.
- **Renseignement humain à l'étranger.** Question : Le Canada dispose-t-il actuellement d'un service de renseignement humain à l'étranger distinct, comparable à la CIA aux États-Unis ou au MI6 au Royaume-Uni ? Bonne réponse : Non.
- **Adhésion à l'Organisation mondiale de la santé.** Question : Le Canada est-il membre de l'Organisation mondiale de la santé ? Bonne réponse : Oui.

Dans l'ensemble, les résultats indiquent que la démarche délibérative a renforcé la compréhension des participants à l'égard des dépenses internationales, des capacités de renseignement et de l'adhésion du Canada aux institutions internationales.

Bonnes réponses, avant et après la délibération



Comparaison des résultats de 2021 et 2026

Les sondages délibératifs de 2021 et de 2026 sur *La politique étrangère par les Canadiens* font ressortir des convergences notables dans la perception qu'ont les Canadiens des enjeux internationaux et de leur propre système démocratique. Lors de ces deux exercices, la satisfaction des participants quant au fonctionnement de la démocratie canadienne a connu une progression comparable au terme des délibérations — passant de 69 % à 80 % en 2021, et de 63,6 % à 78,0 % en 2026. Par ailleurs, les participants des deux cohortes se sont montrés plus ouverts aux opinions divergentes, comme en témoigne le recul de l'adhésion aux affirmations selon lesquelles les personnes en désaccord manquent de clarté d'esprit ou d'information. Toutefois, en 2026, les répondants affichaient un niveau

initial plus élevé de perception négative à l'égard de leurs opposants politiques, ce qui laisse présager une accentuation de la polarisation au fil du temps.

S'agissant du rôle du Canada dans les affaires mondiales, les données des deux sondages confirment un vaste soutien au respect de normes strictes en matière de droits de la personne et d'environnement par les entreprises canadiennes opérant à l'étranger, de même que la volonté d'associer la quête d'égalité menée par le Canada sur la scène internationale aux efforts déployés à l'échelle nationale. Les résultats de 2026 traduisent en outre un solide consensus autour des propositions visant à maintenir les engagements du Canada envers l'aide au développement et la santé mondiale, à assumer un rôle de premier plan dans des dossiers clés comme la lutte contre les changements climatiques, et à agir tant par l'entremise des institutions multilatérales que de coalitions souples. Ces constats s'inscrivent dans la continuité des thèmes phares de 2021, centrés sur la promotion de la dignité humaine et la définition du périmètre légitime de l'influence canadienne.

Enfin, les deux éditions ont mis en lumière une forte adhésion aux démarches canadiennes destinées à préserver sa souveraineté et ses intérêts, tout particulièrement dans l'Arctique. En 2021, plus de 85 % des participants estimaient que le Canada devait renforcer ses capacités de contrôle et d'intervention face aux menaces dans le Grand Nord ; les données de 2026 confirment un appui majoritaire soutenu au rehaussement de la présence et des moyens militaires dans la région. Cela dit, alors que les répondants de 2021 avaient appuyé massivement les propositions relatives à la cybersécurité et à la lutte contre l'ingérence étrangère dans le processus électoral, les résultats de 2026 font état d'un fléchissement du soutien à la création d'un service distinct de renseignement humain à l'étranger. Dans l'ensemble, les conclusions sur les questions de sécurité démontrent que les Canadiens demeurent attachés à une posture de défense vigoureuse et crédible, tout en demeurant soucieux d'équilibrer ces impératifs avec la rigueur budgétaire et la coopération internationale.

En 2021 comme en 2026, les participants ont exprimé un taux de satisfaction très élevé à l'égard du processus délibératif. En 2021, 93 % des répondants ont jugé l'événement enrichissant, 91 % ont qualifié les cahiers d'information de très utiles, 87 % ont indiqué que les séances plénières avaient aidé à clarifier leurs positions, et 89 % ont reconnu que la plateforme offrait à l'ensemble des répondants une possibilité équitable de s'exprimer. En 2026, 91 % ont évalué l'événement de façon très positive, 94 % ont souligné que la plateforme facilitait la participation, et 89 % ont estimé que les échanges avaient couvert les aspects essentiels des enjeux. Ces appréciations très favorables démontrent que, lors des

deux éditions, les participants ont conclu l'exercice avec le sentiment d'avoir pris part à une démarche utile, équilibrée et créatrice d'un engagement constructif.

Évaluation

Les participants ont été invités à évaluer l'exercice selon quatre dimensions : l'utilité globale de l'événement, la capacité de la plateforme à offrir à tous une possibilité équitable de participer, la pertinence de la discussion au regard des aspects essentiels des enjeux, et la garantie d'une prise en compte équilibrée des arguments contradictoires. Pour chacune de ces quatre dimensions, les résultats se révèlent particulièrement probants.

Dans l'ensemble, ces données confirment que les participants ont conclu le processus délibératif avec le sentiment d'avoir pris part à une démarche utile, inclusive et équilibrée.

91 %
On a jugé l'événement de valeur

94 %
D'accord, la plateforme donnait à tous la possibilité de participer

89 %
Des aspects importants des enjeux ont été abordés

79 %
Les arguments contraires acceptés ont été pris en compte

Conclusion

L'exercice délibératif de 2026 du projet *La politique étrangère par les Canadiens* démontre que lorsque les citoyens reçoivent une information équilibrée et bénéficient de jalons structurés pour soupeser des arguments contradictoires, leurs opinions ne basculent pas simplement dans une direction idéologique préconçue. Au contraire, les participants en ressortent mieux informés, plus enclins à exprimer une position claire et plus confiants dans les institutions démocratiques. Dans la mesure où les groupes de participants et témoins présentaient des profils initiaux très comparables, les évolutions observées au sein du groupe de participants fournissent une démonstration probante de la portée propre au processus délibératif.

Notamment, la proportion de participants estimant que la démocratie canadienne fonctionne de manière efficace est passée de 63,6 % avant l'événement à 78,0 % après celui-ci. Le respect des opinions divergentes s'est également accru : la note moyenne sur cet indicateur est passée de 6,8 à 7,2, et le taux d'adhésion est passé de 68,7 % à 77,7 %.

Sur le plan commercial, les participants ont opté pour une stratégie pragmatique de diversification, sans pour autant compromettre la relation fondamentale du Canada avec les États-Unis. L'opposition à la priorité accordée aux échanges avec le marché américain, même lorsque celle-ci exige des concessions majeures, s'est repliée de 57,4 % à 50,6 %. Dans la même foulée, le soutien à un détournement du commerce américain au profit de la Chine et de l'Inde a nettement régressé, et la part des répondants favorable à une réduction du commerce et des investissements avec les États-Unis a fléchi de 49,3 % à 42,8 %. Les participants ont néanmoins manifesté un vif intérêt pour le développement d'autres partenariats : l'appui à l'accroissement des échanges commerciaux et des investissements avec l'Europe (y compris le Royaume-Uni) s'est hissé de 81,7 % à 89,0 %, tandis que le soutien à l'expansion du commerce avec le Mexique a progressé de 75,8 % à 85,4 %. Pris dans leur ensemble, ces résultats indiquent que les Canadiens privilégient un renforcement de la résilience économique par la diversification, tout en mesurant pleinement l'importance stratégique du partenariat transfrontalier.

Les résultats relatifs à l'immigration révèlent une perspective tout aussi nuancée. Le soutien à l'augmentation du nombre de travailleurs hautement qualifiés est demeuré particulièrement robuste, passant de 80,4 % à 87,7 %. En revanche, les participants ont fait preuve d'une grande réserve à l'égard des travailleurs étrangers temporaires dans le secteur des services : la moyenne des réponses est passée de 4,9 à 4,4,

tandis que la part favorable à une baisse de ces effectifs est passée de 34,9 % à 46,9 %. L'appui au recrutement de travailleurs agricoles temporaires est resté stable (passant de 55,0 % à 56,3 %, un écart non statistiquement significatif), et les avis concernant le regroupement familial ou l'accueil des réfugiés ont peu varié. Ces constats démontrent que l'opinion publique en matière d'immigration n'est ni globalement favorable ni systématiquement restrictive, mais qu'elle s'articule en fonction du profil des immigrants, de leur contribution économique perçue et de la capacité d'accueil de la société canadienne.

Les participants ont également enregistré une progression mesurable de leurs connaissances factuelles. La proportion de répondants ayant évalué correctement la part du budget fédéral attribuée à l'aide au développement a grimpé de 23,0 % à 36,1 %. Le niveau de connaissances sur le renseignement humain à l'étranger s'est élevé de 49,3 % à 72,6 %, tandis que la compréhension exacte du statut du Canada au sein de l'Organisation mondiale de la santé a franchi le seuil de 87,6 % à 95,9 %. Ces gains, conjugués au net recul des réponses « Ne sait pas / Ne répond pas » (NSP/NPR) sur de nombreuses questions, témoignent du fait que la délibération a permis aux participants de former des jugements plus éclairés et mûris, plutôt que de simplement les inciter à modifier leur opinion.

Enfin, les participants ont attribué un bilan extrêmement positif au processus délibératif : 90,8 % ont jugé l'événement enrichissant, 94,0 % ont estimé que la plateforme offrait une possibilité équitable de s'exprimer, 89,0 % ont convenu que les questions essentielles avaient été traitées, et 79,4 % ont considéré que les perspectives contradictoires avaient été prises en compte avec équité.

En conclusion, la principale leçon à tirer de ce sondage délibératif n'est pas que l'exercice produit un consensus parfait, mais plutôt qu'il rehausse la qualité du débat public. Il enrichit le niveau de connaissances des citoyens, les incite à affronter des arbitrages complexes, en renforçant le respect des divergences d’opinion et raffermit la confiance dans les mécanismes décisionnels de la démocratie. Il constitue un levier puissant pour associer la population canadienne à l'élaboration des politiques publiques par le biais d'un dialogue éclairé. Alors que le Canada évolue dans un contexte international de plus en plus imprévisible, les décideurs gagneraient à prendre en compte tant les convergences émergentes — particulièrement en matière de diversification commerciale, d'immigration qualifiée et d'engagement international — que les clivages économiques et idéologiques qui continuent d'orienter la vision des Canadiens sur le rôle de leur pays dans le monde.

Annexe

Remerciements

Canada Global tient à remercier chaleureusement le Laboratoire de démocratie délibérative de l'Université Stanford pour son expertise et son soutien, ainsi que son directeur, James Fishkin, et sa directrice associée, Alice Siu. Nous tenons à remercier nos partenaires consultatifs, le Conseil international du Canada (CIC) et le Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants (CanWaCH), qui nous ont fourni de précieux conseils tout au long du projet. Nous exprimons également notre gratitude à la Fondation Gates pour son appui, ainsi qu'à Julia Anderson, responsable de la stratégie canadienne de la fondation, pour ses précieux conseils. Nos remerciements s'adressent en outre à Lauren Dobson-Hughes et à Philippe Lagassé, auteurs des quatre documents de recherche universitaires qui ont alimenté les cahiers d'information remis aux participants, ainsi qu'aux nombreux experts du domaine, partout au Canada, qui ont apporté leurs connaissances et leurs avis. Nous tenons aussi à souligner le travail des membres des différentes équipes de soutien du projet, dont les noms figurent ci-dessous. De son côté, le Laboratoire de démocratie délibérative souhaite remercier les assistants de recherche ayant contribué à la réalisation de cet exercice délibératif.

Groupe des champions

- **L'honorable Anne McLellan**, C.P., O.C., A.O.E., ancienne ministre du Cabinet ; coprésidente
- **L'honorable Lisa Raitt**, C.P., ancienne ministre du Cabinet ; coprésidente
- **Margaret Biggs**, ancienne sous-ministre ; boursière Matthews en politiques publiques mondiales, Université Queen's
- **L'honorable Farah Mohamed**, sénatrice et dirigeante de la société civile
- **L'honorable Marie-Lucie Morin**, C.P., C.M., ancienne sous-ministre
- **L'honorable Monte Solberg**, C.P., ancien ministre du Cabinet ; chef de la direction de New West Public Affairs
- **L'honorable Suze Youance**, sénatrice, Eng., M.Eng., Ph.D., ICD.D

Groupe consultatif

- **Alli Bunting,** Directrice, Programmes et Opérations, CanWaCH
- **Charmaine Crockett,** Directrice, Initiatives stratégiques, CanWaCH
- **Melanie Walker,** directrice générale, Conseil international canadien

Panélistes experts

- **Vass Bednar**, directrice générale, Canadian Shield Institute
- **Jean-Christophe Boucher**, Ph. D., professeur agrégé, Département de science politique, Université de Calgary
- **Youri Cormier**, professeur invité, Université d'Ottawa
- **Mark Kersten**, professeur adjoint, Criminologie et justice pénale, Université de la vallée du Fraser
- **Matthew Mendelsohn**, chef de la direction, Social Capital Partners
- **Bryan Peeler**, professeur adjoint et directeur adjoint, Département de science politique, Université du Manitoba
- **Valerie Percival**, professeure et titulaire de la chaire Barton en affaires internationales, École Norman Paterson des affaires internationales, Université Carleton
- **Stephen Saideman**, titulaire de la chaire Paterson en affaires internationales, Norman Paterson School of International Affairs, Université Carleton
- **Diana Sarosi**, directrice, Politiques, campagnes et communications, Oxfam Canada

Équipe du personnel et de la consultation de Canada Global

- **Robert Greenhill,** président exécutif
- **Nathalie Hamel,** coordonnatrice communautaire
- **Louise Holt,** consultante principale
- **Yash Paliwal,** concepteur web
- **Alison Van Rooy,** chercheuse et écrivaine

Conception du processus

LE MODÈLE DU SONDAGE DÉLIBÉRATIF®

La conception des délibérations s'est conformée au modèle du Sondage délibératif®, sous la direction du Laboratoire de démocratie délibérative de l'Université Stanford. L'ordre du jour portait sur un ensemble de propositions analysant les attitudes du public à l'égard des débats politiques actuels en matière d'immigration, de politique étrangère, de commerce et d'économie.

Au total, 7 491 Canadiens ont été recrutés pour répondre à un sondage initial. Un sous-ensemble représentatif a ensuite été sélectionné au hasard pour prendre part aux délibérations. Parmi ceux-ci, 408 participants ont complété une séance de délibération d'une durée de 5 heures, tenue soit le samedi 30 mai, soit le dimanche 14 juin. La démarche s'appuyait également sur un groupe témoin de référence constitué de 425 personnes, qui a rempli le même sondage préalable que les 408 participants. Les résultats présentés dans ce rapport sont pondérés en fonction des données du recensement de Statistique Canada.

Avant de participer aux échanges, les répondants ont reçu un ensemble de cahiers d'information dont l'équilibre et l'exactitude ont été vérifiés par le Groupe consultatif. Ces documents traitaient de thématiques clés comme l'immigration, la politique étrangère, le commerce et l'économie, en exposant les arguments pour et contre chaque proposition politique afin de mettre en lumière les arbitrages à examiner. Des versions vidéo de ces documents préparatoires (accessibles sur le site Web de Canada Global, à l'adresse global-canada.org) étaient présentées au début de chaque discussion en sous-groupe durant l'événement.

Le processus alternait entre les discussions en sous-groupes et les séances plénières au cours desquelles des experts répondaient aux questions formulées par les participants. Vers la fin de chaque séance en sous-groupe, la plateforme invitait les participants à dégager les questions prioritaires qu'ils souhaitaient poser aux panels d'experts aux perspectives divergentes lors des séances plénières.

Les délibérations se sont déroulées sur la plateforme de délibération en ligne assistée par l'IA développée par Stanford, fruit d'une collaboration entre l'équipe de démocratie participative de Stanford et le Laboratoire

de démocratie délibérative de l'Université Stanford. La plateforme assurait la gestion du temps de parole, encourageait la participation, intervenait en cas d'incivilité et guidait le sous-groupe dans le déroulement de l'ordre du jour. Ce sondage délibératif national a été réalisé en partenariat avec Canada Global et le Laboratoire de démocratie délibérative de l'Université Stanford, le recrutement ayant été confié au panel en ligne de la firme Léger.

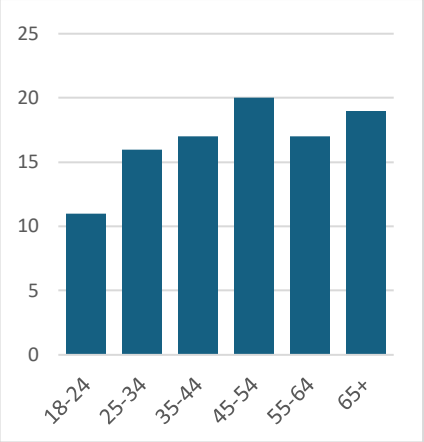
Enfin, il convient de souligner que l'édition 2026 du forum *La politique étrangère par les Canadiens* s'est appuyée sur la première version de l'événement tenue en 2021, permettant ainsi une comparaison directe de la méthodologie sur un horizon de cinq ans. Les deux forums ont appliqué rigoureusement le même protocole de Sondage délibératif®. Le forum de 2021 avait réuni 444 participants répartis sur plusieurs séances et s'appuyait sur un groupe témoin de 300 personnes.

DÉMOGRAPHIE DES PARTICIPANTS

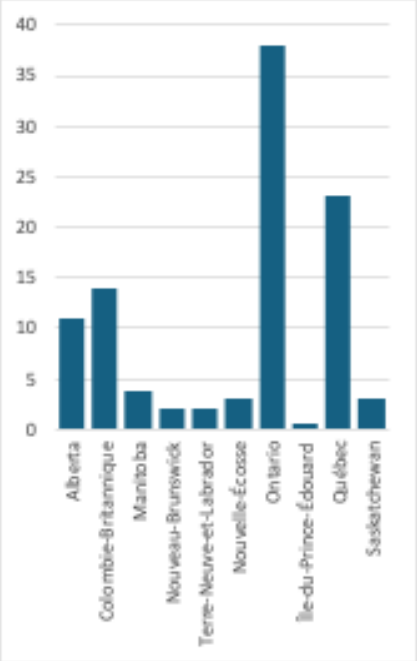
Les 408 participants, tirés de l'échantillon initial de 7 491 personnes, ont été sélectionnés de manière à assurer une représentativité fidèle de la population canadienne en matière de genre, d'âge et de répartition géographique à l'échelle du pays.

- **Genre :** La répartition selon le genre était presque égale : les femmes représentaient 50,5 % des participants, les hommes 48,5 %, et les personnes de diverses identités de genre 1,0 %.
- **Âge :** L'échantillon couvrait une vaste plage d'âges : 56,0 % des participants avaient 45 ans ou plus, tandis que 27,0 % avaient moins de 35 ans.
- **Province :** Les participants provenaient de l'ensemble des provinces canadiennes.
- **Origine ethnique ou raciale :** La majorité des participants (68,4 %) se déclaraient de race blanche. Les groupes racisés les plus représentés étaient les personnes d'origine sud-asiatique (9,1 %), noires (6,7 %) et chinoises (4,3 %).

Âge



Province



Par ailleurs, 2,8 % des participants s'identifiaient comme Autochtones.

- **Langue de préférence :** Les participants ont été invités à indiquer leur langue de préférence pour répondre aux sondages et prendre part aux délibérations. Les répondants bilingues se voyaient offrir la possibilité de se joindre à l'un ou l'autre des groupes linguistiques. Au total, 82,3 % des participants ont rempli le questionnaire en anglais et 17,7 % en français.

L'information démographique complète est disponible sur le site Web de Canada Global à global-canada.org.

PONDÉRATION DES DONNÉES

Les groupes de participants et témoins ont été pondérés en fonction des données de référence du recensement de la population canadienne de Statistique Canada. Les poids ont été établis à partir des repères démographiques relatifs à l'âge, au genre et à la province de résidence. Ces repères constituent les cibles de représentativité visées.

Au départ, un poids identique a été attribué à chaque participant. Ces pondérations ont ensuite été ajustées de manière à accorder une pondération légèrement supérieure aux répondants issus de sous-groupes sous-représentés par rapport à la population canadienne, et une pondération légèrement inférieure aux répondants des sous-groupes surreprésentés. L'ajustement a pris en compte simultanément l'âge, le genre et la province.

Ce calcul a été effectué au moyen d'une procédure itérative appelée redressement sur marge (ou raking). Le processus ajuste d'abord les poids pour correspondre à une première distribution démographique, puis passe à la suivante. Comme l'ajustement d'une caractéristique peut modifier légèrement l'équilibre des autres, la procédure passe en revue l'ensemble des variables à plusieurs reprises jusqu'à ce que les distributions pondérées concordent étroitement avec toutes les cibles du recensement en même temps. Ce traitement a été exécuté dans le langage R à l'aide du package survey, ce qui rend la procédure rigoureuse et facilement reproductible.

Les pondérations ont été estimées séparément pour le groupe de participants et le groupe témoin. Cette approche garantit que chaque groupe reflète la population cible de façon autonome, plutôt que d'exiger uniquement une correspondance de l'échantillon combiné avec les repères démographiques.

Enfin, les pondérations ont été normalisées au sein de chaque groupe afin que leur moyenne soit égale à un (1) et que leur somme corresponde exactement au nombre de répondants de ce groupe. Ainsi, la pondération ajuste la contribution relative de chaque participant aux résultats globaux sans augmenter ni réduire artificiellement la taille nominale de l'échantillon.

Résultats détaillés

Les tableaux ci-dessous présentent les résultats détaillés de l'ensemble des questions thématiques. Pour obtenir des données complémentaires relatives au profil démographique des participants, à l'acquisition de connaissances et à l'appréciation globale du processus délibératif, veuillez consulter le site Web de Canada Global à l'adresse global-canada.org.

Perceptions de la démocratie et des autres

	Avant	Après	Changement
À quel point diriez-vous que le système démocratique au Canada fonctionne-t-il aujourd'hui?			
Bien	63,6 %	78,0 %	14,4 %
Au centre	12,9 %	7,6 %	-5,4 %
Mal	19,7 %	13,8 %	-5,9 %
NSP/NPR	3,8 %	0,7 %	-3,1 %
Le score moyen est passé de 6,2 à 6,7, soit un changement de +0,5. P=0,000 est statistiquement significatif.			

À quel point seriez-vous d'accord ou en désaccord avec la déclaration suivante? - Les responsables publics se soucient beaucoup de ce que pensent des gens comme moi.			
Je suis d'accord	26,9 %	35,1 %	8,2 %
Au centre	12,1 %	11,8 %	-0,2 %
Je ne suis pas d'accord	55,6 %	51,5 %	-4,1 %
NSP/NPR	5,4 %	1,6 %	-3,8 %
Le score moyen est passé de 3,9 à 4,2, soit un changement de +0,4 (avec arrondissement). P=0,002 est statistiquement significatif.			

À quel point seriez-vous d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante? - La plupart des questions de politique publique sont tellement complexes qu'une personne comme moi ne peut pas vraiment comprendre ce qui se passe.			
Je suis d'accord	29,9 %	33,7 %	3,7 %
Au centre	10,0 %	14,3 %	4,3 %
Je ne suis pas d'accord	53,9 %	51,0 %	-2,9 %
NSP/NPR	6,1 %	1,0 %	-5,1 %
Le score moyen est passé de 3,9 à 4,1, soit un changement de +0,2. P=0,262 n'est pas statistiquement significatif.			

À quel point seriez-vous d'accord ou en désaccord avec la déclaration suivante? - Des gens comme moi n'ont pas leur mot à dire sur ce que fait le gouvernement.			
Je suis d'accord	53,1 %	53,2 %	0,2 %
Au centre	13,6 %	11,0 %	-2,6 %
Je ne suis pas d'accord	30,6 %	34,8 %	4,2 %
NSP/NPR	2,8 %	1,0 %	-1,7 %
Le score moyen est passé de 5,7 à 5,5, soit un changement de -0,2. P=0,280 n'est pas statistiquement significatif.			

À quel point seriez-vous d'accord ou en désaccord avec la déclaration suivante? - J'ai des opinions sur la politique qui valent la peine d'être écoutées.			
Je suis d'accord	75,3 %	81,9 %	6,7 %
Au centre	9,5 %	10,6 %	1,0 %
Je ne suis pas d'accord	5,5 %	4,5 %	-1,0 %
NSP/NPR	9,7 %	3,0 %	-6,7 %
Le score moyen est passé de 7,6 à 8,0, soit un changement de +0,4. P=0,000 est statistiquement significatif.			

	Avant	Après	Changement
Penser aux gens qui sont fortement en désaccord avec vous sur des sujets comme ceux qu'on aborde : ils ne savent tout simplement pas assez.			
Je suis d'accord	66,0 %	60,3 %	-5,6 %
Au centre	13,4 %	21,0 %	7,6 %
Je ne suis pas d'accord	7,9 %	13,5 %	5,7 %
NSP/NPR	12,8 %	5,1 %	-7,6 %
Le score moyen est passé de 6,8 à 6,5, soit un changement de -0,3. P=0,011 est statistiquement significatif.			
Penser aux gens qui sont fortement en désaccord avec vous sur des sujets comme ceux qu'on aborde : ils croient à des choses qui ne sont pas vraies.			
Je suis d'accord	68,8 %	72,6 %	3,8 %
Au centre	14,2 %	12,8 %	-1,4 %
Je ne suis pas d'accord	6,4 %	9,8 %	3,4 %
NSP/NPR	10,6 %	4,9 %	-5,8 %
Le score moyen est passé de 7,2 à 7,1, soit un changement de -0,1. P=0,431 n'est pas statistiquement significatif.			
Penser aux gens qui sont fortement en désaccord avec vous sur des sujets comme ceux qu'on aborde : ils ne réfléchissent pas clairement.			
Je suis d'accord	50,5 %	47,4 %	-3,1 %
Au centre	21,0 %	21,9 %	0,8 %
Je ne suis pas d'accord	14,8 %	22,9 %	8,1 %
NSP/NPR	13,7 %	7,8 %	-5,9 %
Le score moyen est passé de 6,3 à 5,8, soit un changement de -0,4 (avec arrondissement). P=0,001 est statistiquement significatif.			
Penser aux gens qui sont fortement en désaccord avec vous sur des sujets comme ceux qu'on aborde : ils ont de bonnes raisons; il y en a juste de meilleures de l'autre côté.			
Je suis d'accord	47,7 %	54,0 %	6,3 %
Au centre	20,7 %	23,8 %	3,1 %
Je ne suis pas d'accord	17,5 %	17,0 %	-0,5 %
NSP/NPR	14,2 %	5,2 %	-8,9 %
Le score moyen est passé de 5,7 à 5,9, soit un changement de +0,2. P=0,285 n'est pas statistiquement significatif.			
Penser aux gens qui sont fortement en désaccord avec vous sur des sujets comme ceux qu'on aborde : elles défendent leurs propres intérêts.			
Je suis d'accord	71,8 %	68,4 %	-3,3 %
Au centre	14,2 %	16,9 %	2,7 %
Je ne suis pas d'accord	6,0 %	9,7 %	3,7 %
NSP/NPR	8,0 %	4,9 %	-3,1 %
Le score moyen est passé de 7,2 à 6,8, soit un changement de -0,4. P=0,001 est statistiquement significatif.			
Penser aux gens qui sont fortement en désaccord avec vous sur des sujets comme ceux qu'on aborde : je respecte leur point de vue même s'il est différent du mien.			
Je suis d'accord	68,7 %	77,7 %	9,1 %
Au centre	13,3 %	11,3 %	-2,0 %
Je ne suis pas d'accord	12,0 %	8,6 %	-3,4 %
NSP/NPR	6,0 %	2,4 %	-3,6 %
Le score moyen est passé de 6,8 à 7,2, soit un changement de +0,4. P=0,001 est statistiquement significatif.			

	Avant	Après	Changement
Penser aux gens qui sont fortement en désaccord avec vous sur des sujets comme ceux qu'on aborde : il est vain de parvenir à un accord avec elles.			
Je suis d'accord	46,0 %	39,2 %	-6,8 %
Au centre	17,0 %	16,7 %	-0,3 %
Je ne suis pas d'accord	29,8 %	39,9 %	10,1 %
NSP/NPR	7,2 %	4,2 %	-3,1 %
Le score moyen est passé de 5,4 à 4,9, soit un changement de -0,4 (avec arrondissement). P=0,002 est statistiquement significatif.			

	Avant	Après	Changement
Penser aux gens qui sont fortement en désaccord avec vous sur des sujets comme ceux qu'on aborde: je serais prêt à faire des compromis pour trouver une solution que nous puissions tous les deux soutenir.			
Je suis d'accord	74,0 %	77,2 %	3,1 %
Au centre	13,4 %	13,3 %	-0,1 %
Je ne suis pas d'accord	7,1 %	7,8 %	0,6 %
NSP/NPR	5,5 %	1,8 %	-3,7 %
Le score moyen est passé de 6,940 à 6,944, soit une variation de 0,0. P=0,0966 n'est pas statistiquement significatif			

Prospérité

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait continuer à prioriser sa relation commerciale avec les États-Unis, même si cela signifie accepter des concessions importantes.			
Soutenir	29,8 %	34,8 %	5,0 %
Au centre	8,9 %	13,2 %	4,4 %
S'opposer	57,4 %	50,6 %	-6,7 %
NSP/NPR	3,9 %	1,3 %	-2,6 %
Le score moyen est passé de 4,1 à 4,5, soit un changement de +0,4. P=0,000 est statistiquement significatif.			

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait réduire ses relations commerciales avec les États-Unis et commercer davantage avec la Chine et l'Inde à la place.			
Soutenir	65,7 %	62,5 %	-3,2 %
Au centre	13,5 %	12,0 %	-1,6 %
S'opposer	15,1 %	24,0 %	8,9 %
NSP/NPR	5,7 %	1,5 %	-4,1 %
Le score moyen est passé de 6,5 à 6,1, soit un changement de -0,4. P=0,000 est statistiquement significatif.			

	Avant	Après	Changement
Dans quelle mesure aimeriez-vous que le Canada diminue ou accroît son commerce et ses investissements avec les pays suivants? — Chine			
Diminution	16,2 %	17,7 %	1,5 %
Ni l'un ni l'autre	20,5 %	15,2 %	-5,2 %
Augmentation	55,8 %	65,5 %	9,7 %
NSP/NPR	7,5 %	1,5 %	-6,0 %
Le score moyen est passé de 6,0 à 6,0, soit un changement de 0,0. P=0,686 n'est pas statistiquement significatif.			

	Avant	Après	Changement
Dans quelle mesure aimeriez-vous que le Canada diminue ou accroît son commerce et ses investissements avec les pays suivants? — Inde			
Diminution	19,2 %	16,6 %	-2,5 %
Ni l'un ni l'autre	17,7 %	15,8 %	-1,9 %
Augmentation	53,6 %	63,7 %	10,1 %
NSP/NPR	9,6 %	3,9 %	-5,7 %
Le score moyen est passé de 6,0 à 6,1, soit un changement de +0,1. P=0,483 n'est pas statistiquement significatif.			

	Avant	Après	Changement
Dans quelle mesure aimeriez-vous que le Canada réduise ou accroît son commerce et ses investissements avec les pays suivants? — États-Unis			
Diminution	49,3 %	42,8 %	-6,4 %
Ni l'un ni l'autre	16,4 %	24,1 %	7,6 %
Augmentation	29,8 %	31,6 %	1,8 %
NSP/NPR	4,5 %	1,5 %	-3,0 %
Le score moyen est passé de 4,4 à 4,8, soit un changement de +0,4. P=0,000 est statistiquement significatif.			
Dans quelle mesure aimeriez-vous que le Canada diminue ou accroît ses échanges commerciaux et investissements avec les pays suivants? — Mexique			
Diminution	5,2 %	3,7 %	-1,5 %
Ni l'un ni l'autre	12,3 %	8,1 %	-4,2 %
Augmentation	75,8 %	85,4 %	9,6 %
NSP/NPR	6,7 %	2,8 %	-3,9 %
Le score moyen est passé de 7,4 à 7,7, soit un changement de +0,2 (une fois arrondi). P=0,029 est statistiquement significatif.			
Dans quelle mesure aimeriez-vous que le Canada diminue ou accroît son commerce et ses investissements avec les pays suivants? — L'Europe, y compris le Royaume-Uni			
Diminution	3,9 %	1,7 %	-2,2 %
Ni l'un ni l'autre	8,6 %	7,4 %	-1,2 %
Augmentation	81,7 %	89,0 %	7,3 %
NSP/NPR	5,8 %	1,8 %	-3,9 %
Le score moyen est passé de 7,9 à 8,2, soit un changement de +0,3. P=0,003 est statistiquement significatif.			
Le gouvernement canadien devrait payer plus cher pour acheter canadien.			
Soutenir	71,1 %	75,9 %	4,9 %
Au centre	12,1 %	11,6 %	-0,6 %
S'opposer	11,1 %	10,6 %	-0,5 %
NSP/NPR	5,7 %	1,9 %	-3,8 %
Le score moyen est passé de 6,9 à 6,9, soit un changement de 0,0. P=0,854 n'est pas statistiquement significatif.			
Le Canada devrait exporter plus de pétrole et de gaz.			
Soutenir	64,0 %	71,7 %	7,7 %
Au centre	10,3 %	7,9 %	-2,4 %
S'opposer	15,8 %	18,6 %	2,8 %
NSP/NPR	9,8 %	1,8 %	-8,0 %
Le score moyen est passé de 6,9 à 6,9, soit un changement de 0,0. P=0,895 n'est pas statistiquement significatif.			
Le Canada ne devrait pas réduire ses niveaux actuels d'immigration.			
Soutenir	39,2 %	41,0 %	1,9 %
Au centre	10,8 %	11,1 %	0,3 %
S'opposer	43,7 %	45,4 %	1,7 %
NSP/NPR	6,3 %	2,4 %	-3,9 %
Le score moyen est passé de 4,7 à 4,8, soit un changement de +0,1. P=0,555 n'est pas statistiquement significatif.			

	Avant	Après	Changement
Dans quelle mesure devrions-nous diminuer ou augmenter la catégorie suivante? — travailleurs hautement qualifiés			
Diminution	6,7 %	5,2 %	-1,6 %
Ni l'un ni l'autre	7,4 %	5,7 %	-1,7 %
Augmentation	80,4 %	87,7 %	7,3 %
NSP/NPR	5,5 %	1,4 %	-4,1 %
Le score moyen est passé de 7,6 à 7,7, soit un changement de +0,1. P=0,435 n'est pas statistiquement significatif.			

Dans quelle mesure devrions-nous diminuer ou augmenter la catégorie suivante? — agriculture temporaire			
Diminution	15,4 %	16,4 %	1,0 %
Ni l'un ni l'autre	15,5 %	19,1 %	3,6 %
Augmentation	55,0 %	56,3 %	1,3 %
NSP/NPR	14,2 %	8,2 %	-6,0 %
Le score moyen est passé de 6,3 à 6,1, soit un changement de -0,2. P=0,140 n'est pas statistiquement significatif.			

Dans quelle mesure devrions-nous diminuer ou augmenter la catégorie suivante? — travailleurs temporaires de l'industrie des services			
Diminution	34,9 %	46,9 %	12,0 %
Ni l'un ni l'autre	12,8 %	14,6 %	1,8 %
Augmentation	43,6 %	35,5 %	-8,1 %
NSP/NPR	8,7 %	3,1 %	-5,6 %
Le score moyen est passé de 4,9 à 4,4, soit un changement de -0,5. P=0,000 est statistiquement significatif.			

Dans quelle mesure devrions-nous diminuer ou augmenter la catégorie suivante? — réunification familiale			
Diminution	20,9 %	24,6 %	3,7 %
Ni l'un ni l'autre	17,2 %	17,8 %	0,6 %
Augmentation	52,6 %	49,7 %	-2,9 %
NSP/NPR	9,3 %	7,9 %	-1,4 %
Le score moyen est passé de 5,9 à 5,7, soit un changement de -0,2. P=0,149 n'est pas statistiquement significatif.			

Dans quelle mesure devrions-nous diminuer ou augmenter la catégorie suivante? — réfugiés			
Diminution	48,5 %	48,8 %	0,3 %
Ni l'un ni l'autre	16,8 %	18,1 %	1,3 %
Augmentation	29,5 %	28,8 %	-0,7 %
NSP/NPR	5,2 %	4,3 %	-0,9 %
Le score moyen est passé de 4,1 à 4,2, soit un changement de +0,1. P=0,374 n'est pas statistiquement significatif.			

Sécurité

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait consacrer 3,5 % du PIB à l'armée pour respecter ses engagements envers l'OTAN.			
Soutenir	60,3 %	66,5 %	6,1 %
Au centre	10,6 %	10,6 %	0,0 %
S'opposer	18,3 %	19,3 %	1,0 %
NSP/NPR	10,8 %	3,6 %	-7,2 %
Le score moyen est passé de 6,5 à 6,8, soit un changement de +0,3. P=0,008 est statistiquement significatif.			

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait consacrer 1,5 % supplémentaire des dépenses de défense à la sécurité et à la résilience afin de remplir pleinement ses engagements envers l'OTAN.			
Soutenir	64,6 %	70,5 %	5,9 %
Au centre	10,0 %	9,7 %	-0,2 %
S'opposer	15,3 %	18,2 %	2,9 %
NSP/NPR	10,2 %	1,6 %	-8,5 %
Le score moyen est passé de 6,7 à 6,7, soit un changement de 0,0. P=0,713 n'est pas statistiquement significatif.			
Le Canada devrait inclure la préparation aux pandémies et les dépenses climatiques dans les 1,5 % des dépenses de défense pour la sécurité et la résilience.			
Soutenir	68,5 %	68,1 %	-0,4 %
Au centre	7,3 %	10,7 %	3,4 %
S'opposer	15,5 %	18,6 %	3,1 %
NSP/NPR	8,8 %	2,7 %	-6,1 %
Le score moyen est passé de 6,8 à 6,6, soit un changement de -0,2. P=0,194 n'est pas statistiquement significatif.			
Le Canada devrait payer une prime pour avoir des capacités militaires souveraines, au lieu d'acheter aux États-Unis.			
Soutenir	69,8 %	66,9 %	-2,9 %
Au centre	10,7 %	13,2 %	2,4 %
S'opposer	11,1 %	14,7 %	3,6 %
NSP/NPR	8,3 %	5,2 %	-3,1 %
Le score moyen est passé de 7,0 à 6,6, soit un changement de -0,4. P=0,006 est statistiquement significatif.			
Le Canada devrait investir massivement dans les installations de calcul afin de réduire la dépendance envers les fournisseurs étrangers.			
Soutenir	72,7 %	78,3 %	5,5 %
Au centre	10,1 %	9,5 %	-0,6 %
S'opposer	8,0 %	9,1 %	1,1 %
NSP/NPR	9,1 %	3,1 %	-6,0 %
Le score moyen est passé de 7,1 à 7,2, soit un changement de +0,1. P=0,378 n'est pas statistiquement significatif.			
Le Canada devrait accroître ses capacités militaires dans l'Arctique face aux menaces de rivaux stratégiques.			
Soutenir	77,4 %	77,7 %	0,3 %
Au centre	9,6 %	6,0 %	-3,6 %
S'opposer	6,7 %	13,2 %	6,5 %
NSP/NPR	6,3 %	3,1 %	-3,1 %
Le score moyen est passé de 7,5 à 7,1, un changement de -0,4. P=0,001 est statistiquement significatif.			
Le gouvernement devrait exiger que les entreprises et les citoyens soient prêts face aux attaques cybernétiques et terroristes ainsi qu'aux catastrophes affectant les services essentiels.			
Soutenir	79,7 %	83,8 %	4,1 %
Au centre	10,1 %	8,9 %	-1,2 %
S'opposer	3,5 %	5,7 %	2,2 %
NSP/NPR	6,7 %	1,6 %	-5,1 %
Le score moyen est passé de 7,6 à 7,5, soit un changement de -0,1. P=0,261 n'est pas statistiquement significatif.			

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait investir massivement pour bâtir une infrastructure d'IA afin d'être un leader mondial en IA.			
Soutenir	52,1 %	59,8 %	7,7 %
Au centre	14,3 %	12,5 %	-1,8 %
S'opposer	28,8 %	24,5 %	-4,2 %
NSP/NPR	4,8 %	3,1 %	-1,7 %
Le score moyen est passé de 5,6 à 5,8, soit un changement de +0,3 (une fois arrondi). P=0,021 est statistiquement significatif.			

Coopération mondiale

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait jouer un rôle de premier plan dans le renforcement des institutions internationales comme les Nations Unies et l'Organisation mondiale de la santé.			
Soutenir	69,9 %	74,4 %	4,5 %
Au centre	11,3 %	8,1 %	-3,1 %
S'opposer	12,0 %	15,4 %	3,4 %
NSP/NPR	6,8 %	2,1 %	-4,7 %
Le score moyen est passé de 6,9 à 6,9, soit un changement de 0,0. P=0,956 n'est pas statistiquement significatif.			

Le Canada devrait se concentrer sur les coalitions d'États partageant les mêmes idées pour des défis spécifiques.			
Soutenir	78,1 %	84,3 %	6,2 %
Au centre	8,4 %	9,0 %	0,7 %
S'opposer	5,8 %	2,9 %	-2,9 %
NSP/NPR	7,8 %	3,8 %	-4,0 %
Le score moyen est passé de 7,6 à 7,7, soit un changement de +0,1. P=0,419 n'est pas statistiquement significatif.			

Le Canada devrait adopter une politique de priorité accordant des accords commerciaux avec des pays démocratiques qui respectent les droits humains et la dignité.			
Soutenir	82,9 %	84,0 %	1,1 %
Au centre	9,4 %	5,6 %	-3,8 %
S'opposer	2,5 %	7,7 %	5,2 %
NSP/NPR	5,1 %	2,6 %	-2,5 %
Le score moyen est passé de 7,9 à 7,6, soit un changement de -0,3. P=0,004 est statistiquement significatif.			

Le Canada devrait continuer à mettre l'accent sur les droits de la personne et le droit international dans sa coopération mondiale.			
Soutenir	80,1 %	86,5 %	6,5 %
Au centre	8,1 %	6,6 %	-1,6 %
S'opposer	7,0 %	5,2 %	-1,8 %
NSP/NPR	4,7 %	1,7 %	-3,0 %
Le score moyen est passé de 7,7 à 7,9, soit un changement de +0,2. P=0,096 n'est pas statistiquement significatif.			

Le Canada devrait continuer à prioriser les changements climatiques dans son engagement avec les autres pays.			
Soutenir	70,3 %	75,7 %	5,4 %
Au centre	7,0 %	5,1 %	-1,9 %
S'opposer	17,1 %	18,0 %	0,9 %
NSP/NPR	5,6 %	1,2 %	-4,4 %
Le score moyen est passé de 6,8 à 6,9, soit un changement de +0,1. P=0,148 n'est pas statistiquement significatif.			

	Avant	Après	Changement
Les entreprises canadiennes opérant à l'étranger devraient respecter les mêmes normes en matière de droits humains qu'au Canada.			
Soutenir	83,3 %	86,3 %	3,0 %
Au centre	6,1 %	4,9 %	-1,2 %
S'opposer	5,0 %	7,2 %	2,2 %
NSP/NPR	5,6 %	1,7 %	-3,9 %
Le score moyen est passé de 8,2 à 7,9, soit un changement de -0,3. P=0,010 est statistiquement significatif.			

Les entreprises canadiennes opérant à l'étranger devraient respecter les mêmes normes environnementales qu'au Canada.			
Soutenir	78,4 %	82,3 %	3,9 %
Au centre	7,8 %	9,4 %	1,6 %
S'opposer	8,0 %	7,4 %	-0,6 %
NSP/NPR	5,8 %	0,9 %	-4,9 %
Le score moyen est passé de 7,6 à 7,7, soit un changement de +0,1. P=0,262 n'est pas statistiquement significatif.			

Le Canada devrait mettre en place un service étranger de renseignement humain.			
Soutenir	65,0 %	54,3 %	-10,7 %
Au centre	10,7 %	16,3 %	5,6 %
S'opposer	7,7 %	23,1 %	15,3 %
NSP/NPR	16,5 %	6,3 %	-10,2 %
Le score moyen est passé de 6,9 à 6,2, soit un changement de -0,8 (une fois arrondi). P=0,000 est statistiquement significatif.			

Aide au développement

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait maintenir son aide au développement tout en augmentant la défense et la sécurité.			
Soutenir	71,1 %	76,7 %	5,7 %
Au centre	10,4 %	8,0 %	-2,4 %
S'opposer	8,8 %	11,7 %	2,8 %
NSP/NPR	9,7 %	3,6 %	-6,1 %
Le score moyen est passé de 7,1 à 7,1, soit un changement de +0,1 (une fois arrondi). P=0,510 n'est pas statistiquement significatif.			

Le Canada ne devrait pas réduire les dépenses en santé mondiale.			
Soutenir	65,1 %	69,8 %	4,7 %
Au centre	11,9 %	8,4 %	-3,5 %
S'opposer	17,8 %	17,7 %	-0,1 %
NSP/NPR	5,2 %	4,1 %	-1,1 %
Le score moyen est passé de 6,7 à 6,9, soit un changement de +0,2. P=0,070 n'est pas statistiquement significatif.			

Le Canada devrait continuer à se concentrer sur l'aide aux femmes et aux filles dans les pays à faible revenu.			
Soutenir	62,9 %	68,6 %	5,7 %
Au centre	11,7 %	10,7 %	-1,0 %
S'opposer	20,7 %	18,9 %	-1,8 %
NSP/NPR	4,7 %	1,8 %	-2,9 %
Le score moyen est passé de 6,3 à 6,8, soit un changement de +0,5. P=0,000 est statistiquement significatif.			

	Avant	Après	Changement
Le Canada devrait jouer un rôle de leader en santé mondiale en s'appuyant sur son bilan en matière de santé des femmes et des enfants.			
Soutenir	76,3 %	81,5 %	5,2 %
Au centre	6,6 %	6,9 %	0,4 %
S'opposer	10,0 %	10,6 %	0,5 %
NSP/NPR	7,1 %	1,0 %	-6,1 %
Le score moyen est passé de 7,3 à 7,3, soit un changement de 0,0. P=0,850 n'est pas statistiquement significatif.			

Le développement international canadien devrait prioriser l'aide aux entreprises canadiennes pour croître à l'étranger.			
Soutenir	76,3 %	62,3 %	-14,0 %
Au centre	7,4 %	14,9 %	7,5 %
S'opposer	9,0 %	20,4 %	11,3 %
NSP/NPR	7,3 %	2,4 %	-4,9 %
Le score moyen est passé de 7,2 à 6,3, soit un changement de -0,9. P=0,000 est statistiquement significatif.			

Attitudes et valeurs

	Avant	Après	Changement
À quel point seriez-vous d'accord ou en désaccord avec la déclaration suivante? - Ce n'est qu'en utilisant de forts pouvoirs juridiques que l'ingérence étrangère dans les futures élections sera stoppée.			
Je suis d'accord	59,5 %	68,6 %	9,1 %
Au centre	10,9 %	11,3 %	0,5 %
Je ne suis pas d'accord	11,3 %	12,0 %	0,7 %
NSP/NPR	18,3 %	8,0 %	-10,2 %
Le score moyen est passé de 6,9 à 6,9, soit un changement de -0,1 (arrondi). P=0,699 n'est pas statistiquement significatif.			

À quel point seriez-vous d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante? - Le Canada est un pays arctique et devrait contrôler les investissements et les ressources dans la région.			
Je suis d'accord	81,0 %	84,5 %	3,5 %
Au centre	4,8 %	6,9 %	2,1 %
Je ne suis pas d'accord	4,4 %	3,9 %	-0,5 %
NSP/NPR	9,8 %	4,6 %	-5,2 %
Le score moyen est passé de 7,9 à 8,0, soit un changement de +0,1. P=0,556 n'est pas statistiquement significatif.			

À quel point seriez-vous d'accord ou en désaccord avec la déclaration suivante? - Participer à l'aide d'urgence mondiale surchargera l'armée de notre pays.			
Je suis d'accord	56,6 %	53,4 %	-3,2 %
Au centre	14,9 %	14,3 %	-0,6 %
Je ne suis pas d'accord	17,4 %	25,9 %	8,5 %
NSP/NPR	11,2 %	6,4 %	-4,8 %
Le score moyen est passé de 6,3 à 5,9, soit un changement de -0,5 (arrondi). P=0,001 est statistiquement significatif.			

	Avant	Après	Changement
À quel point seriez-vous d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante? - Améliorer l'attitude des sociétés envers les femmes prend du temps, mais cela en vaut la peine pour améliorer la dignité humaine.			
Je suis d'accord	77,6 %	85,4 %	7,7 %
Au centre	11,3 %	7,6 %	-3,7 %
Je ne suis pas d'accord	5,2 %	4,7 %	-0,4 %
NSP/NPR	5,9 %	2,3 %	-3,6 %
Le score moyen est passé de 7,8 à 8,1, soit un changement de +0,3. P=0,002 est statistiquement significatif.			
À quel point seriez-vous d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante? - Il est difficile de changer les normes sociales concernant les femmes, peu importe le financement utilisé.			
Je suis d'accord	48,8 %	52,9 %	4,2 %
Au centre	14,6 %	10,1 %	-4,5 %
Je ne suis pas d'accord	29,5 %	33,6 %	4,1 %
NSP/NPR	7,1 %	3,4 %	-3,8 %
Le score moyen est passé de 5,5 à 5,6, soit un changement de +0,1. P=0,552 n'est pas statistiquement significatif.			
À quel point seriez-vous d'accord ou en désaccord avec la déclaration suivante? - En augmentant le financement canadien à l'OMS, les Canadiens bénéficieront d'une meilleure sécurité en santé publique.			
Je suis d'accord	56,0 %	58,8 %	2,8 %
Au centre	9,4 %	12,2 %	2,8 %
Je ne suis pas d'accord	21,7 %	23,2 %	1,5 %
NSP/NPR	12,9 %	5,8 %	-7,2 %
Le score moyen est passé de 5,9 à 5,9, soit un changement de +0,0. P=0,851 n'est pas statistiquement significatif.			
À quel point seriez-vous d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante? - Le pétrole et le gaz sont une industrie en déclin.			
Je suis d'accord	37,7 %	41,1 %	3,4 %
Au centre	12,1 %	12,6 %	0,5 %
Je ne suis pas d'accord	43,6 %	43,5 %	-0,1 %
NSP/NPR	6,6 %	2,8 %	-3,8 %
Le score moyen est passé de 4,6 à 4,8, soit un changement de +0,2. P=0,130 n'est pas statistiquement significatif.			
À quel point seriez-vous d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante? - Des liens économiques accrus avec les États-Unis rendraient notre pays plus prospère.			
Je suis d'accord	40,8 %	47,7 %	6,9 %
Au centre	14,2 %	14,5 %	0,3 %
Je ne suis pas d'accord	36,5 %	35,3 %	-1,2 %
NSP/NPR	8,5 %	2,5 %	-6,0 %
Le score moyen est passé de 4,9 à 5,5, soit un changement de +0,6. P=0,000 est statistiquement significatif.			
À quel point seriez-vous d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante? - Le Canada doit s'attaquer à son déficit actuel avant d'augmenter les dépenses pour quoi que ce soit d'autre.			
Je suis d'accord	61,9 %	62,7 %	0,8 %
Au centre	14,9 %	12,4 %	-2,5 %
Je ne suis pas d'accord	16,2 %	23,0 %	6,8 %
NSP/NPR	7,0 %	1,9 %	-5,1 %
Le score moyen est passé de 6,6 à 6,3, soit un changement de -0,4 (avec arrondissement). P=0,000 est statistiquement significatif.			

	Avant	Après	Changement
À quel point seriez-vous d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante? - Même si les pays des puissances moyennes, comme le Canada, travaillent ensemble, ils manqueront d'influence.			
Je suis d'accord	29,8 %	31,8 %	2,0 %
Au centre	11,2 %	10,0 %	-1,2 %
Je ne suis pas d'accord	49,3 %	55,5 %	6,2 %
NSP/NPR	9,7 %	2,7 %	-7,0 %
Le score moyen est passé de 4,3 à 4,3, soit un changement de +0,1 (avec arrondissement). P=0,683 n'est pas statistiquement significatif.			
À quel point seriez-vous d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante? - Les pays des puissances moyennes, comme le Canada, peuvent augmenter significativement leur influence.			
Je suis d'accord	78,0 %	86,5 %	8,5 %
Au centre	7,8 %	7,3 %	-0,5 %
Je ne suis pas d'accord	6,7 %	4,6 %	-2,1 %
NSP/NPR	7,6 %	1,7 %	-5,9 %
Le score moyen est passé de 7,4 à 7,6, soit un changement de +0,2. P=0,049 est statistiquement significatif.			
À quel point seriez-vous d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante? - Les entreprises et gouvernements canadiens doivent accélérer leur adoption de l'IA pour augmenter leur productivité.			
Je suis d'accord	50,1 %	54,2 %	4,1 %
Au centre	13,5 %	15,7 %	2,2 %
Je ne suis pas d'accord	28,5 %	24,9 %	-3,6 %
NSP/NPR	8,0 %	5,2 %	-2,7 %
Le score moyen est passé de 5,4 à 5,7, soit un changement de +0,2 (avec arrondissement). P=0,025 est statistiquement significatif.			
À quel point seriez-vous d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante? - Les entreprises et gouvernements canadiens doivent accélérer leur adoption de l'IA pour ne pas être laissés pour compte.			
Je suis d'accord	56,2 %	61,8 %	5,6 %
Au centre	12,9 %	11,8 %	-1,0 %
Je ne suis pas d'accord	22,8 %	22,3 %	-0,5 %
NSP/NPR	8,2 %	4,1 %	-4,1 %
Le score moyen est passé de 5,8 à 6,0, soit un changement de +0,2. P=0,049 est statistiquement significatif.			
À quel point seriez-vous d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante? - L'IA mènera à un chômage massif.			
Je suis d'accord	66,7 %	65,2 %	-1,5 %
Au centre	12,7 %	13,5 %	0,8 %
Je ne suis pas d'accord	15,3 %	18,8 %	3,5 %
NSP/NPR	5,3 %	2,5 %	-2,8 %
Le score moyen est passé de 6,8 à 6,5, soit un changement de -0,3. P=0,026 est statistiquement significatif.			
À quel point seriez-vous d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante? - L'IA pourrait mettre fin à la race humaine.			
Je suis d'accord	46,9 %	44,9 %	-2,0 %
Au centre	10,4 %	10,3 %	-0,2 %
Je ne suis pas d'accord	33,4 %	39,2 %	5,8 %
NSP/NPR	9,3 %	5,6 %	-3,7 %
Le score moyen est passé de 5,4 à 5,1, soit un changement de -0,4. P=0,005 est statistiquement significatif.			